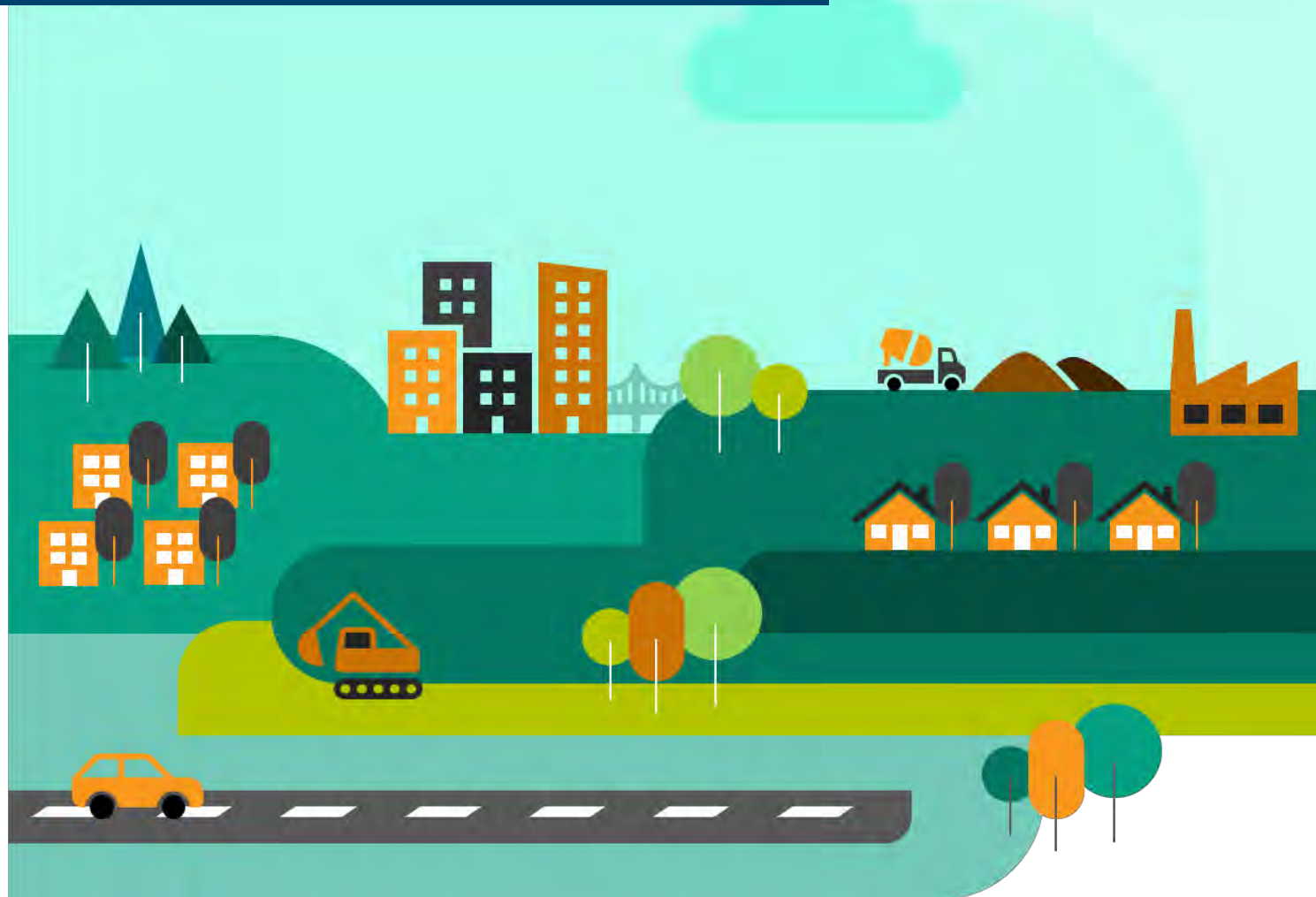


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



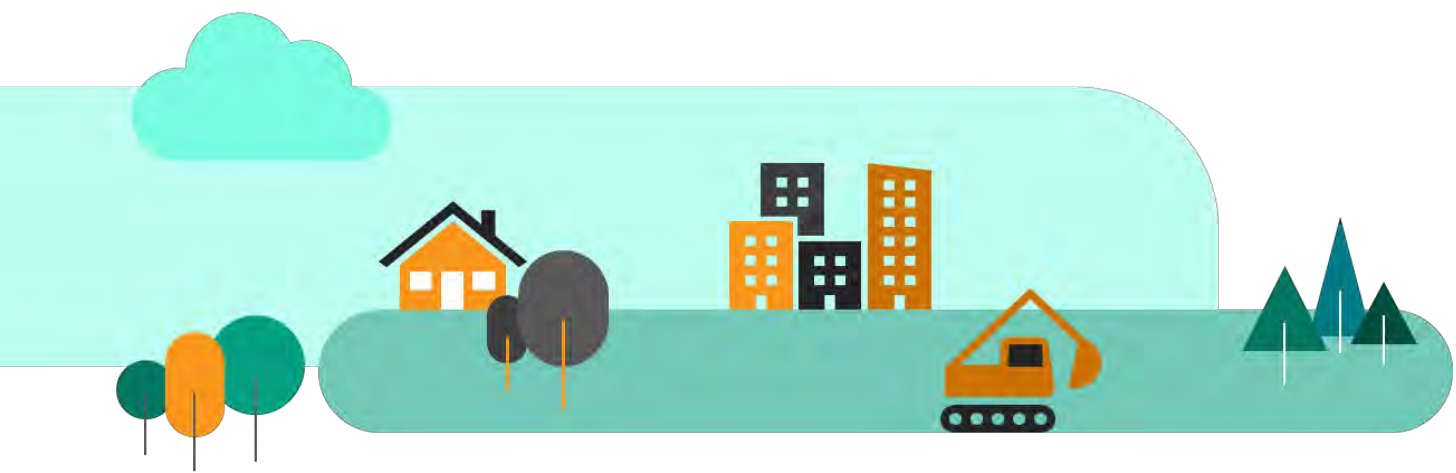
Édition du 06-08-2026

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	26 700 logts	+10,5%	▲
Mises en chantier logements	20 100 logts	+5,6%	▲
Mise en ventes de logements	4 880 logts	-6,7%	▼
Réservations de logements	5 050 logts	-6,9%	▼
Autorisations locaux	2 319 mill. m²	-11,8%	▼
Mises en chantier locaux	1 261 mill. m²	+5,2%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-3,1%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-10,7%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-5,3%	▼
BPE	2 566 320 m3	-12,3%	▼
Granulats	16 310 kt	-4,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	2 360 AO	-15,0%	▼
Montant Appels Offre publiés	4,1 Md€	-9,7%	▼
Salariés	116 357 sal.	-1,6%	▼
Intérimaires	11 816 ETP	-9,0%	▼
Dem. d'emplois	17 605 DEFM	-4,6%	▼
Défaillances	1 359 ent.	-9,4%	▼

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2026 comparé au 1er trim. 2025
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au T2 2026 comparé au T2 2025 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au T2 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mai 2026
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin mai 2026
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 1er trim. 2026
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin mai 2026
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2026
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 1er trim. 2026



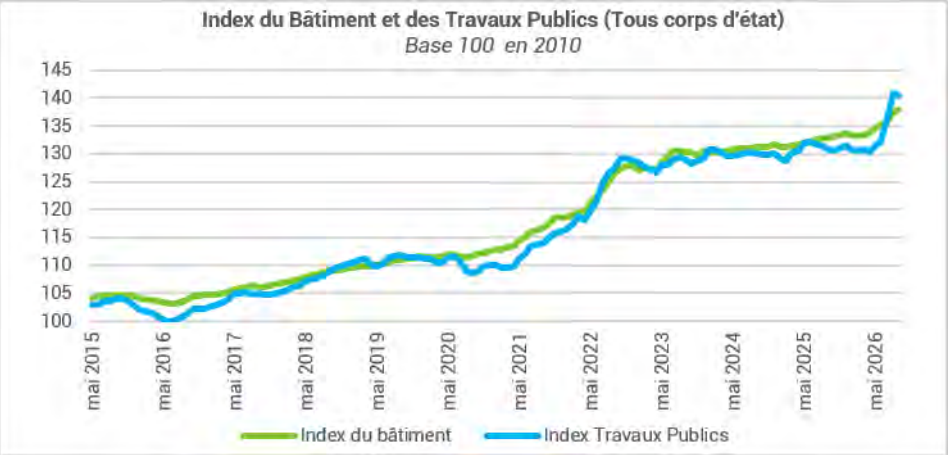


COÛT DE LA CONSTRUCTION

Index du Bâtiment et des Travaux Publics

Index du Bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010	mai 2026 - Evol 1 an		
Index Bâtiment en mai 2026	137,9	+3,8%	▲
Index Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin mai 2026	137,1	+3,3%	▲
Index Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin mai 2026	134,6	+2,1%	▲

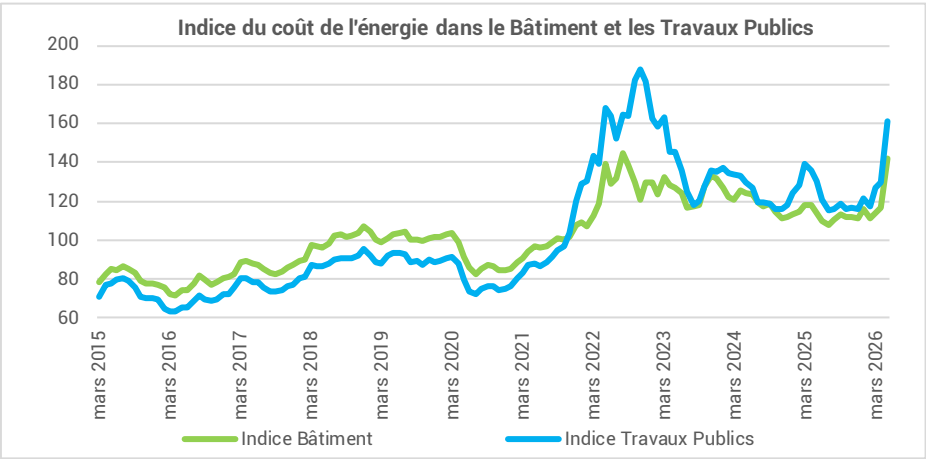
Index Travaux Publics - Index général tous travaux - Base 2010	mai 2026 - Evol 1 an		
Index Travaux Publics en mai 2026	140,4	+7,4%	▲
Index Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin mai 2026	139,2	+6,1%	▲
Index Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin mai 2026	133,0	+1,9%	▲



Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment et les Travaux Publics

Indice du coût de l'énergie dans le Bâtiment	mars 2026 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment en mars 2026	142,2	+24,5%	▲
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 3 derniers mois à fin mars 2026	124,2	+6,4%	▲
Indice coût de l'énergie dans le Bâtiment au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026	114,6	-1,4%	▼

Indice du coût de l'énergie dans les Travaux Publics	mars 2026 - Evol 1 an		
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics en mars 2026	161,4	+24,1%	▲
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 3 derniers mois à fin mars 2026	139,3	+3,2%	▲
Indice coût de l'énergie dans les Travaux Publics au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026	123,0	-1,0%	▼



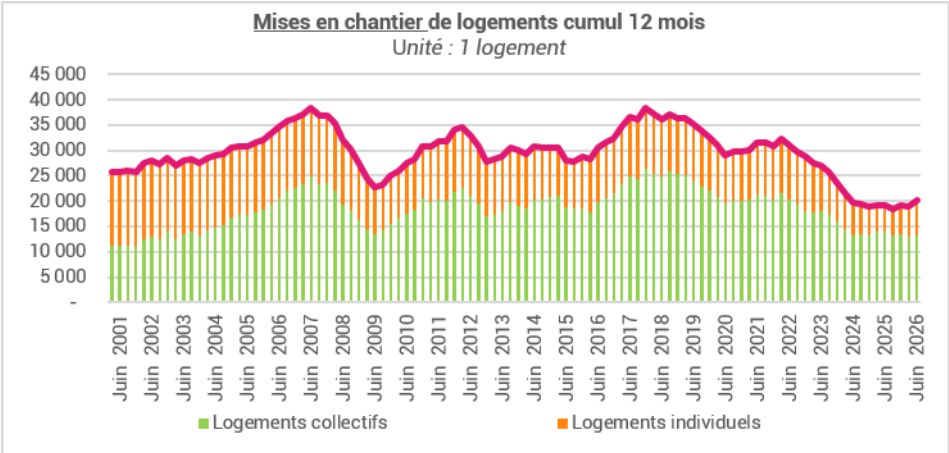
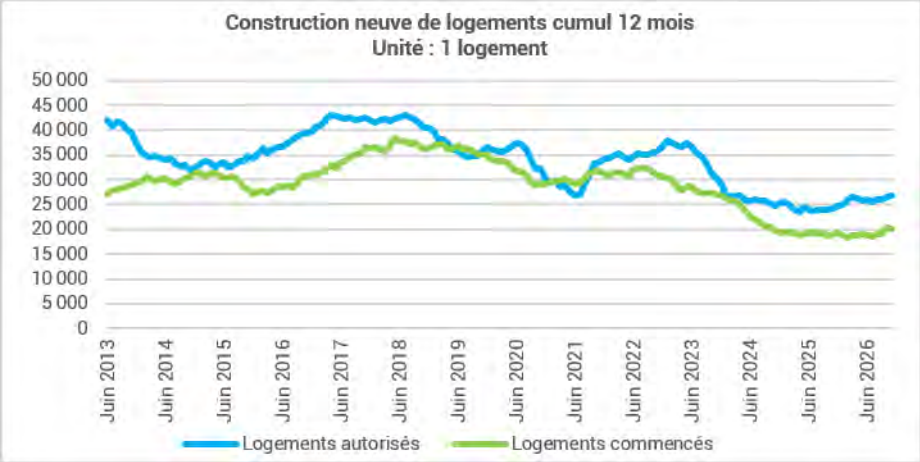
Sources :
INSEE





Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2026 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	20 100 lgts	+5,6%	▲
Dont individuels purs	4 400 lgts	+31,6%	▲
Dont individuels groupés	2 500 lgts	+41,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	13 300 lgts	-5,1%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	26 700 lgts	+10,5%	▲
Dont individuels purs	5 500 lgts	+23,7%	▲
Dont individuels groupés	3 100 lgts	+40,9%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	18 100 lgts	+3,2%	▲



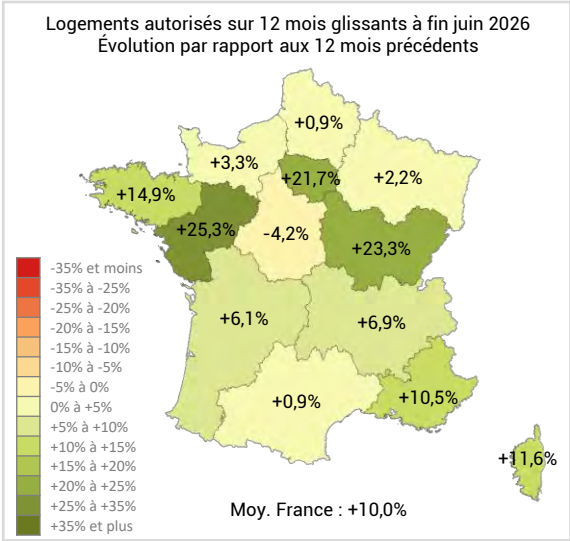
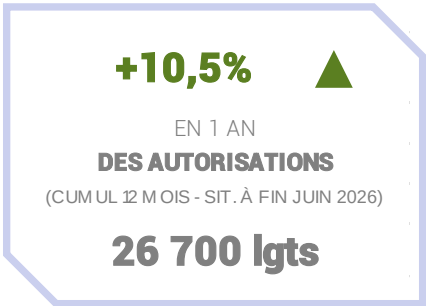
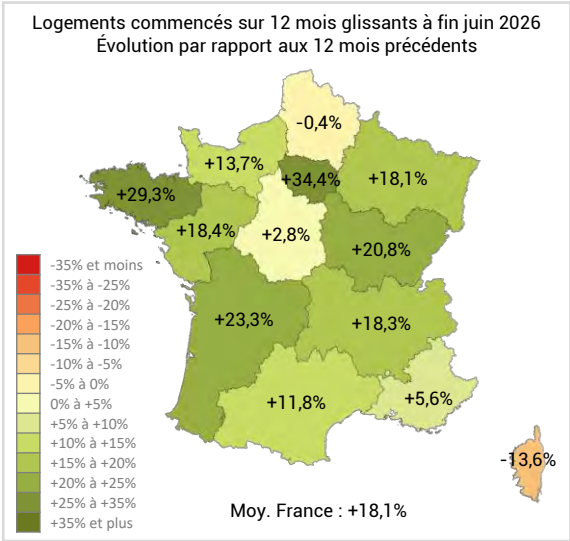
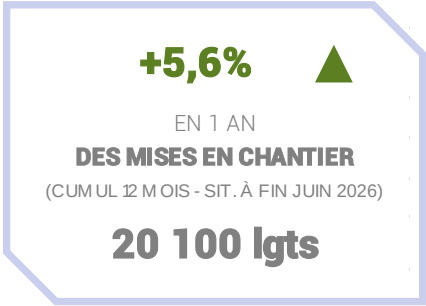
Avertissements : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

Si les mises en chantier de logements s'affichent en hausse en cumul 12 mois à fin juin 2026, cette hausse se fait depuis un point historiquement bas. De fait, en volume, le nombre de logements commencés reste bas au regard de l'historique. De plus, la progression des mises en chantier se fait uniquement sur le segment individuel, les logements collectifs repartant à la baisse à fin juin (-5,1% en 12 mois glissants).

De même, les autorisations de construction de logements neufs sont en hausse sur un an à fin juin 2026, sur tous les segments, mais le volume de logements autorisés reste bien en-deca des niveaux observés avant 2024.

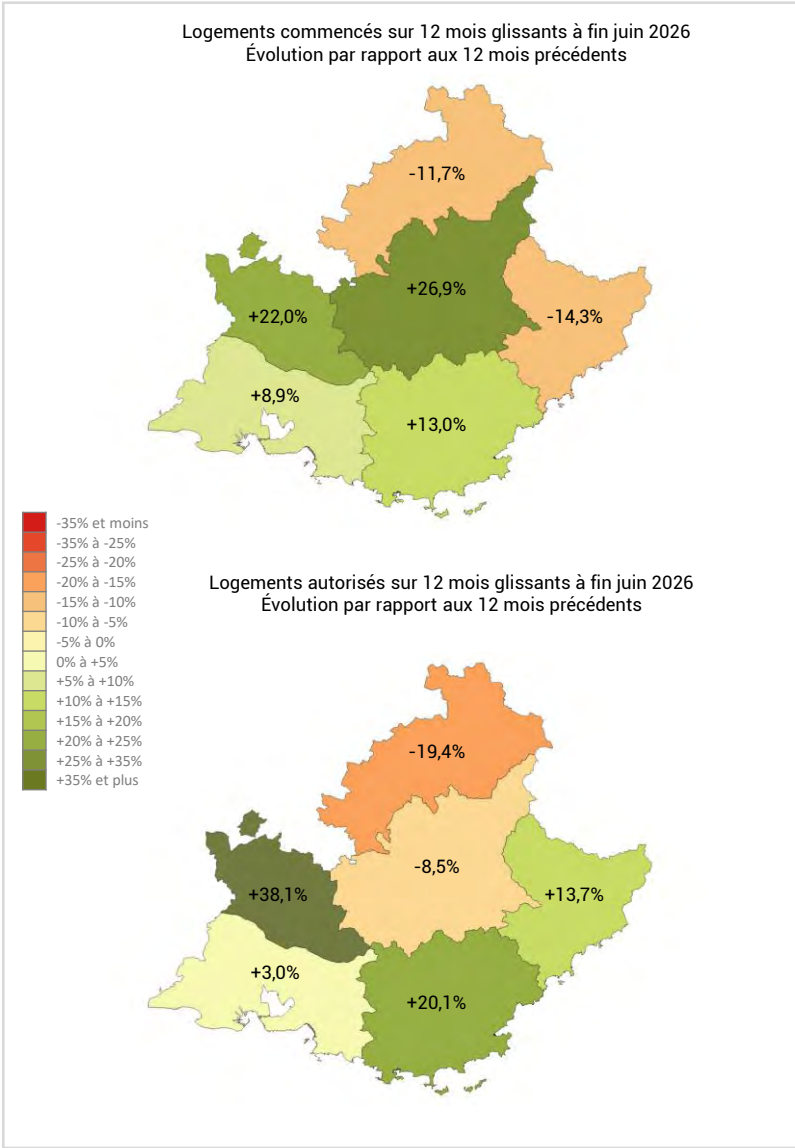


Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



Construction de logements neufs



La dynamique de construction résidentielle neuve est hétérogène selon les territoires.

Au niveau des mises en chantier, les **Alpes-de-Haute-Provence** et le **Vaucluse** affichent ainsi une progression particulièrement soutenue sur les douze derniers mois, sur tous les segments dans le département alpin, essentiellement sur le segment individuel dans le Vaucluse. Dans les **Bouches-du-Rhône** et le **Var**, la hausse est plus modérée, freinée par un segment collectif sans croissance. Ce dernier segment est même en forte baisse dans les Alpes-Maritimes et les Hautes-Alpes (respectivement -18% et -43% sur un an à fin juin 2026), laissant dans ces territoires la construction de logements dans une dynamique baissière que le segment individuel, même dynamique, ne parvient pas à enrayer.

Au niveau des autorisations, le **Vaucluse** et le **Var** enregistrent une forte hausse des validations de permis, sur tous les segments, signe d'un probable redémarrage de l'activité dans les mois à venir. Les **Alpes-Maritimes** affichent également une dynamique positive, essentiellement sur le segment collectif. En revanche, la croissance des autorisations est beaucoup plus contenue dans les **Bouches-du-Rhône**, où le segment collectif ne redémarre toujours pas (-3,1% de logements collectifs autorisés sur un an à fin juin 2026), et est même négative dans les départements alpins, plombés par un fort recul du segment collectif (entre -36% et -49% de logements collectifs autorisés sur les douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents dans ces départements*).

**À noter toutefois que les faibles volumes enregistrés dans les départements alpins entraînent de plus fortes variabilités et donc des évolutions plus marquées.*

Avertissements : Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser légèrement les données publiées.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

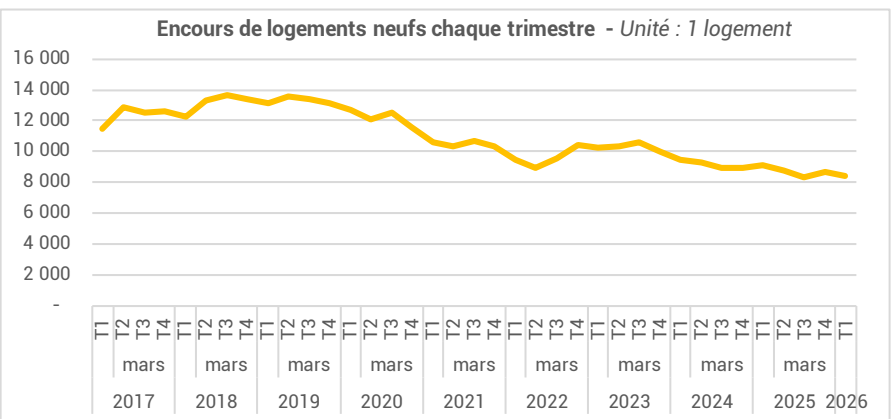
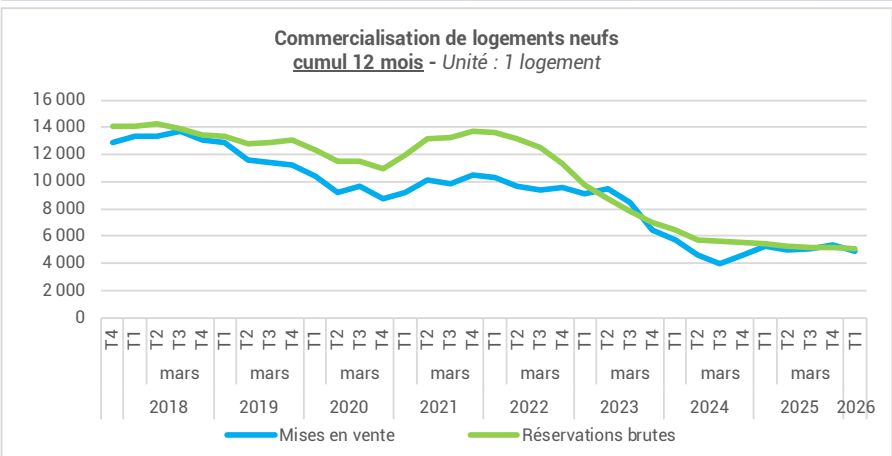
*Service des données et études statistiques





Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	4 880 lgts	-6,7%	▼
Dont collectifs	4 590 lgts	-7,2%	▼
Dont individuels	280 lgts	+1,4%	▲
Réservations	5 050 lgts	-6,9%	▼
Dont collectifs	4 780 lgts	-6,5%	▼
Dont individuels	270 lgts	-14,9%	▼
Vente en bloc	6 290 lgts	-15,7%	▼
Stock à la fin du trimestre	8 370 lgts	-7,8%	▼
Dont collectifs	7 840 lgts	-7,7%	▼
Dont individuels	530 lgts	-9,2%	▼



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

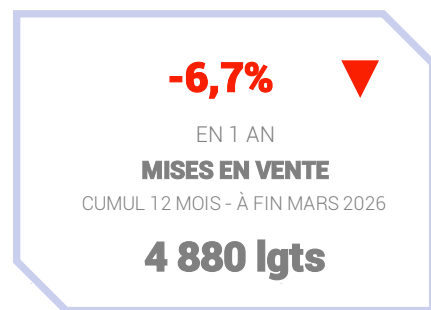
Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

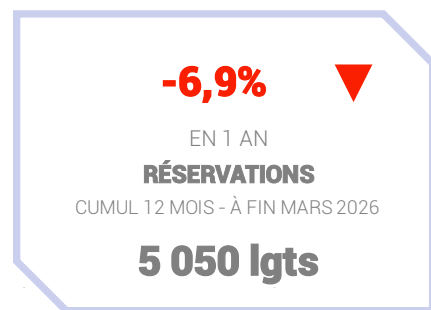
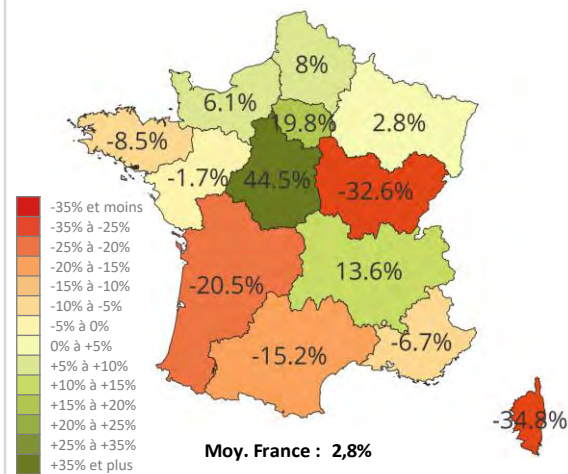
Les mises en vente de logements neufs continuent de s'effondrer : 4 880 logements ont été commercialisés par les promoteurs sur les douze derniers mois à fin mars 2026, un volume en repli de -6,7% en un an et qui repasse sous la barre des 5 000 unités pour la cinquième fois en 8 trimestres (ce n'était jamais arrivé avant 2024). Même en période de confinement, deux fois plus de logements neufs étaient mis en vente, tandis que l'on approchait les 14 000 unités annuelles en 2018 (soit quasiment trois fois plus qu'aujourd'hui).

Dans la même logique, les réservations continuent de ralentir : à fin mars, sur 12 mois, on enregistrait 5 050 réservations, soit un volume encore en baisse de -6,9% en un an et presque trois fois moins élevé qu'en 2017-2019 (période de taux bas).

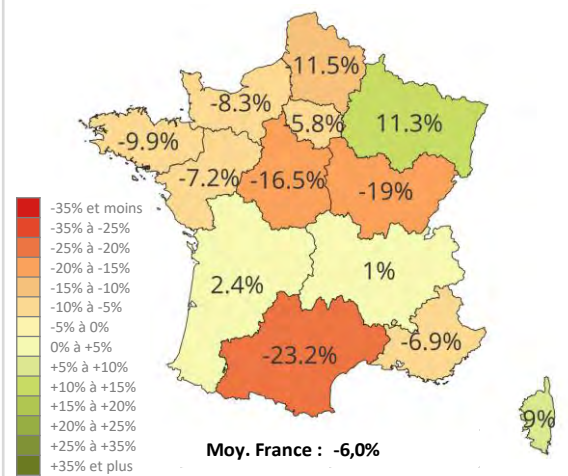
Les ventes en bloc, qui avaient fortement soutenu le marché ces derniers mois, sont également en baisse sur la période (-15,7%). Elles continuent toutefois de représenter plus de moitié des ventes réalisées ces quatre derniers trimestres.



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2026 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

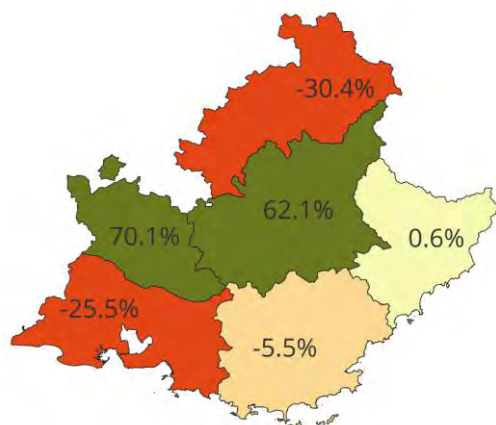
*Service des données et études statistiques



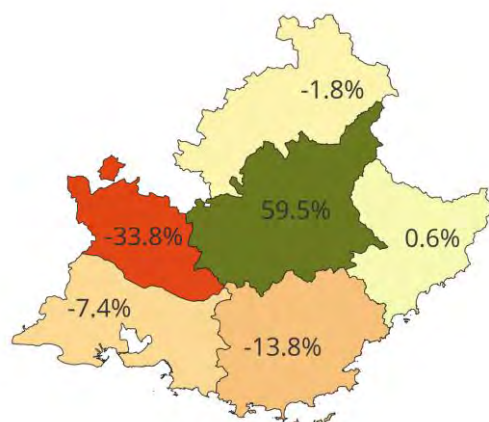


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2026
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le département des **Alpes-de-Haute-Provence** enregistre une progression conjointe des mises en vente et des réservations sur un an, même si on est ici sur de faibles volumes (respectivement +62,1% et +59,5% en un an à fin mars 2026).

De même, le **Vaucluse** affiche une progression de +70,1% des commercialisations sur les douze derniers mois (progression qui se fait depuis un point historiquement bas), même si les réservations ne redémarrent toujours pas (-33,8% en un an).

Dans les **Hautes-Alpes**, l'activité reste dégradée (-30,4% de logements mis en vente et -1,8% de logements réservés sur les douze derniers mois à fin mars 2026).

Dans les **Alpes-Maritimes**, l'activité de promotion immobilière stagne à un niveau bas avec une stabilisation des logements mis en vente et réservés sur un an (+0,6%).

Dans les **Bouches-du-Rhône** le **Var**, la commercialisation de logements neufs repart à la baisse au premier trimestre 2026 après avoir fini l'année 2025 en positif, affichant un niveau encore en repli sur douze mois glissants (respectivement -25,5% et -5,5%). Les réservations continuent quant à elles de fondre dans ces deux départements moteurs de la promotion immobilière régionale (respectivement -7,4% et -13,8%).

Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

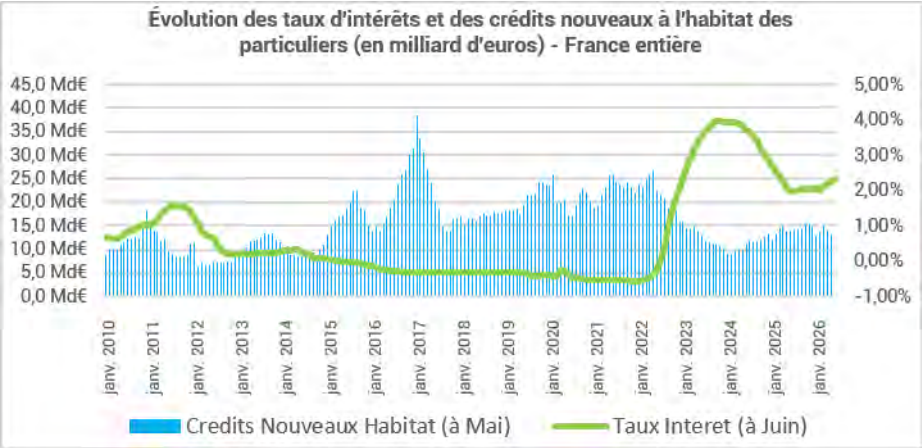




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	41 800 M€	-3,0%	▼
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin Mai 2026)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin Juin 2026)	2,339%	0,11 pt	▲

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



A l'échelle nationale, 41,8 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises sur les trois derniers mois (à fin mai 2026), soit un volume en baisse de -3,0% en un an. Le marché immobilier se tasse clairement en 2026 après le redémarrage visible ces deux dernières années.

Ce ralentissement des délivrances de crédits peut en partie s'expliquer par la hausse des taux d'intérêts : après une période de baisse puis de stabilité entre début 2024 et fin 2025 (période qui correspond à une augmentation du volume de crédits nouveaux à l'habitat enregistrés), les taux d'intérêts repartent à la hausse depuis le début de l'année 2026, dans le sillage d'un contexte géopolitique de nouveau dégradé ; le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affiche ainsi à 2,339% en juin 2026, en hausse de +0,11 en un mois, de +0,23 points en trois mois et de +0,35 points en un an, soit une perte de capacité d'achat de 10 000 € à 20 000 € en un an.

Prêts à 0% PTZ+	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	418	+72,7%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 994	+82,8%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	30	+57,9%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	323	+48,8%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accèsion à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Le nombre de prêts à taux zéro délivrés continue de progresser au 1^{er} trimestre 2026, dans le neuf comme dans l'ancien. Cette hausse est due à la réforme du PTZ, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2025 et qui a étendu son éligibilité à tous les logements neufs du territoire français et a autorisé son cumul avec MaPrimeRénov' pour l'acquisition d'un logement ancien. C'est d'ailleurs pour cette raison que la hausse est plus marquée dans les territoires à dominance rurale, autrefois non éligibles aux PTZ.

-3,0%▼

EN 1 AN

CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE ENTIÈRE

CUMUL 3 MOIS - À FIN MAI 2026

41 800 M€

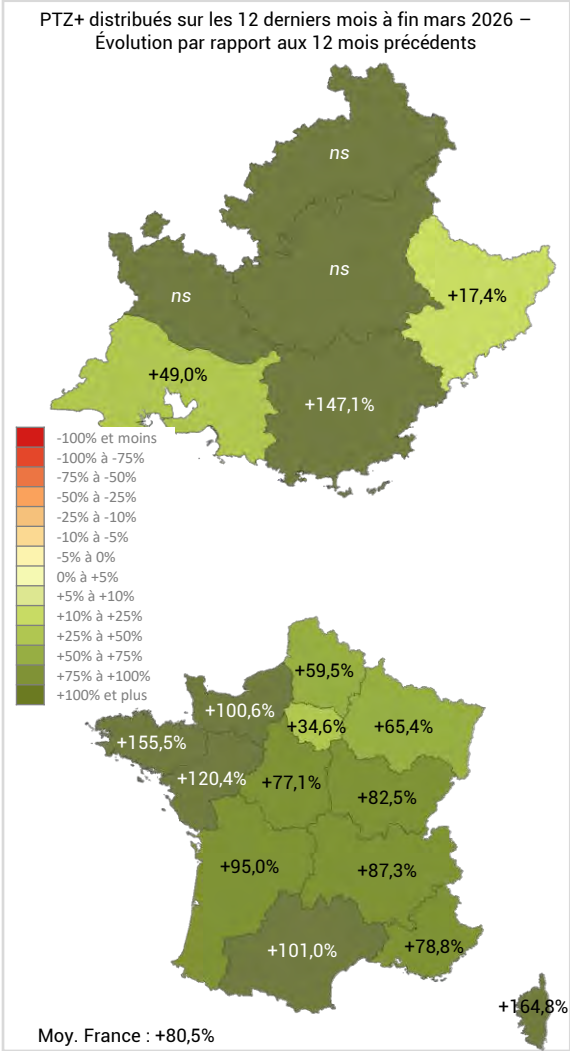
Source : Banque de France

+71,6%▲

EN 1 AN AU 1^{er} TRIMESTRE 2026

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS

448 prêts



Source : SGFGAS (données brutes)



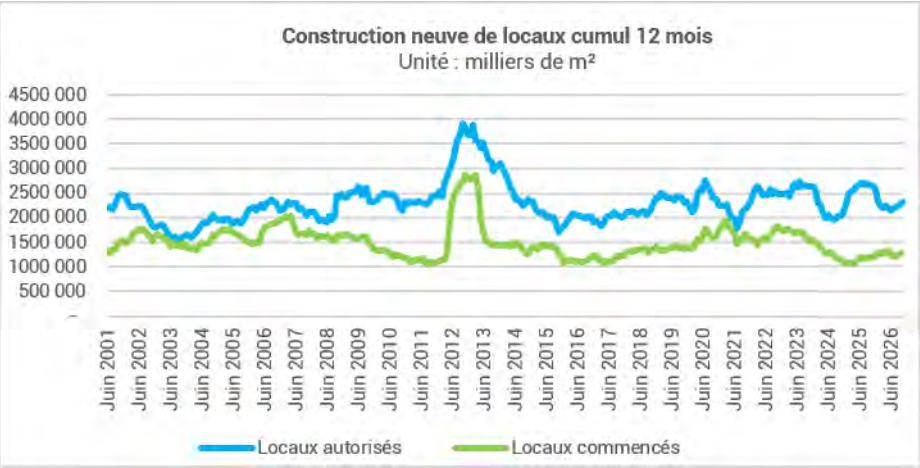


Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 261 mill. m²	+5,2%	▲
Bâtiments agricoles	312 mill. m²	+6,5%	▲
Secteur privé non agricole	680 mill. m²	-1,2%	▼
Dont locaux industriels	49 mill. m²	-32,3%	▼
Dont commerces*	231 mill. m²	-8,0%	▼
Dont bureaux	166 mill. m²	+33,3%	▲
Dont entrepôts	235 mill. m²	-3,1%	▼
Secteur public	267 mill. m²	+24,0%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 319 mill. m²	-11,8%	▼
Bâtiments agricoles	554 mill. m²	-14,5%	▼
Secteur privé non agricole	1 367 mill. m²	-14,4%	▼
Dont locaux industriels	195 mill. m²	-47,3%	▼
Dont commerces*	468 mill. m²	+8,6%	▲
Dont bureaux	331 mill. m²	+21,5%	▲
Dont entrepôts	371 mill. m²	-29,1%	▼
Secteur public	398 mill. m²	+3,3%	▲

*Le secteur du commerce comprend le commerce, l'artisanat et l'hébergement/hôtellerie.



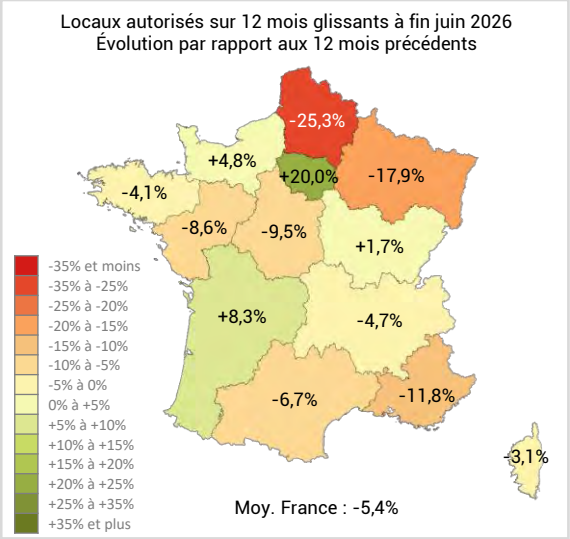
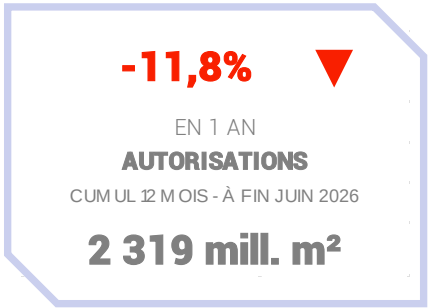
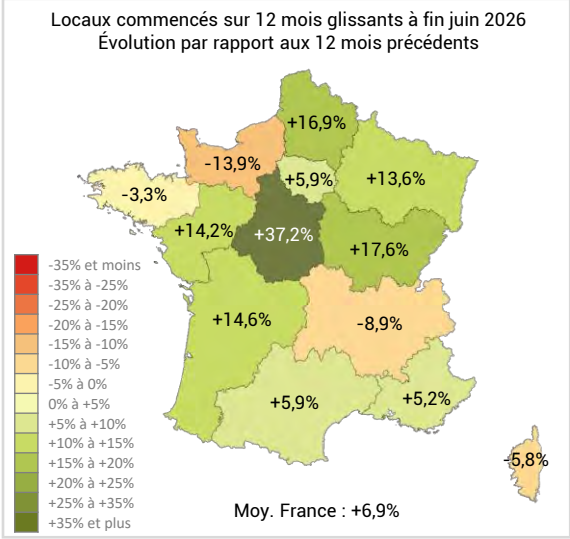
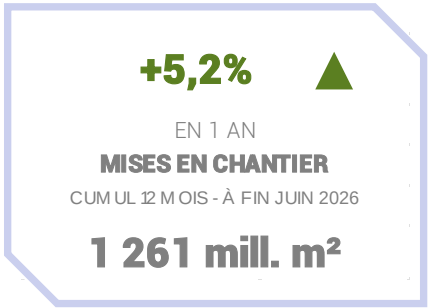
Avertissements : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révisé légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

Dans le segment non-résidentiel, les surfaces mises en chantier sont en hausse de +5,2% sur un an à fin juin 2026, portées principalement par les bâtiments agricoles, les bureaux et le secteur public. Le reste du secteur privé non agricole affiche une nette baisse sur les douze derniers mois, notamment les locaux industriels qui avaient fortement progressé début 2025. Comme pour le segment résidentiel, le volume global de locaux mis en chantier reste peu élevé au regard de son historique.

Les autorisations de locaux non-résidentiels sont quant à elles en repli de -11,8% sur la période, impactées par la forte baisse des secteurs agricole, industriel et logistique. Le secteur public, qui commence tout juste son nouveau mandat électoral, affiche une légère progression des autorisations, quand la progression est plus soutenue pour les commerces (qui incluent l'artisanat et l'hôtellerie/restauration) et les bureaux.



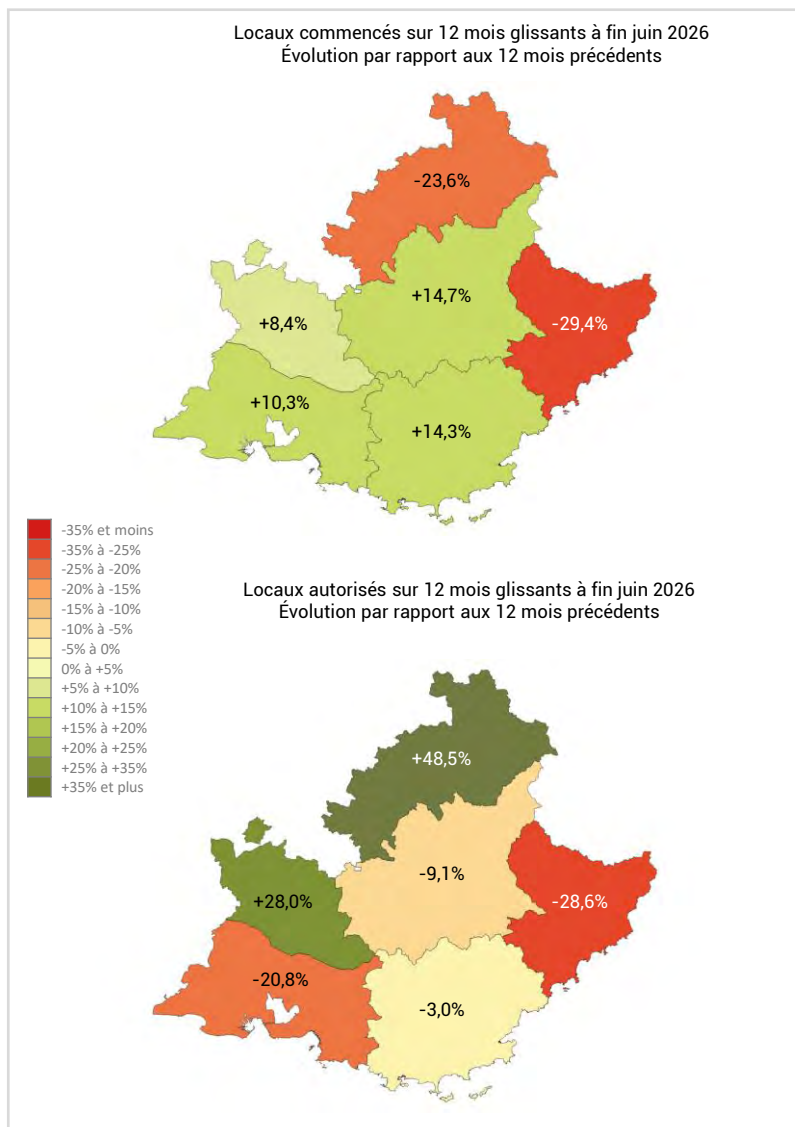
Sources :
SDES*, Sitadel2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



Si à l'échelle régionale, la construction non-résidentielle neuve s'affiche globalement en hausse sur un an, deux départements se démarquent de la dynamique régionale et affichent une forte baisse des surfaces non-résidentielles mises en chantier : les **Alpes-Maritimes** et les **Hautes-Alpes***. Dans ces deux départements, seuls deux secteurs d'activité tirent leur épingle de ce jeu morose : les commerces (qui incluent l'artisanat et l'hôtellerie/restauration) dans le département alpin* et le secteur public dans le territoire azuréen.

Les autres départements de la région affichent une hausse globale des surfaces non-résidentielles commencées sur les douze derniers mois, même si les dynamiques sont largement hétérogènes selon les secteurs d'activités.

Du côté des autorisations, seuls les départements des **Hautes-Alpes*** et du **Vaucluse** affichent une progression des surfaces non-résidentielles autorisées sur la dernière année glissante (la progression touche même l'ensemble des secteurs d'activités dans le département alpin*). Le département du **Var** affiche de son côté une baisse globale des autorisations de locaux en un an, mais cette baisse concerne uniquement les locaux agricoles (-68%, mais de gros volumes avaient été autorisés il y a un an) et le secteur public (-46%). Tous les autres secteurs d'activité affichent une progression des surfaces autorisées dans le département varois.

La baisse est en revanche quasi-généralisée dans les autres départements, à de rares secteurs d'activités près (les bureaux en hausse partout, les entrepôts en progression dans les Alpes-de-Haute-Provence et les commerces et le secteur public en positif dans les Bouches-du-Rhône).

**À noter toutefois que les faibles volumes enregistrés dans les départements alpins entraînent de plus fortes variabilités et donc des évolutions plus marquées. Par ailleurs, la construction de locaux non-résidentiels est cyclique et peut dépendre de gros projets, surtout lorsque l'on regarde finement dans les territoires. Les valeurs des évolutions sont donc à regarder avec précaution.*

Avertissements : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sitadel3, qui remplace Sitadel2. Ce nouveau dispositif révisé légèrement les données publiées.

En outre, les secteurs d'activité présentés dorénavant sont en cohérence avec les quatre destinations indiquées dans le tableau actuel des surfaces du Cerfa « Demande de permis de construire ».

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

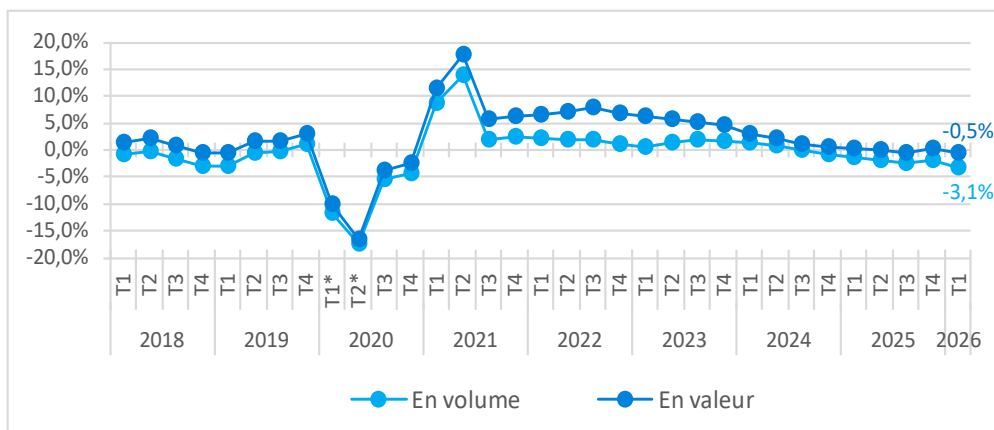




Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global



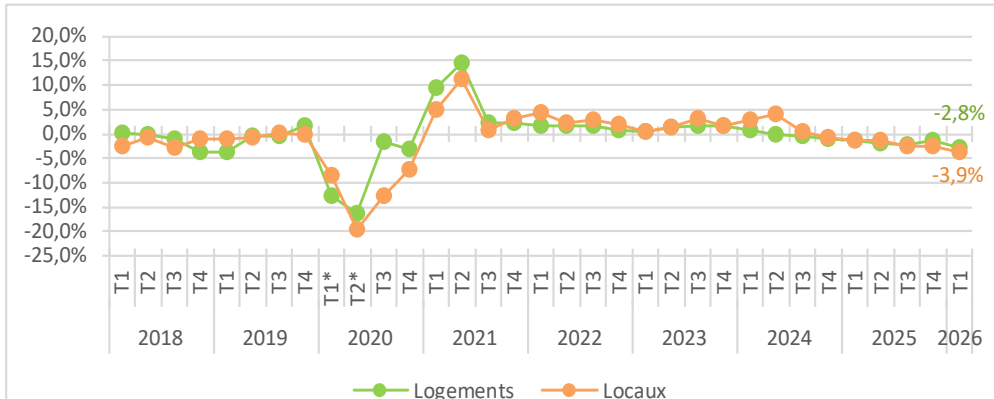
-3,1% 

EN 1 AN

**ACTIVITÉ ENTRETIEN-
RÉNOVATION DU TRIMESTRE**

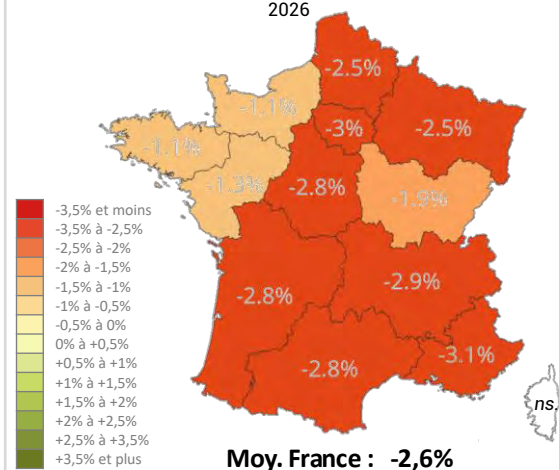
AU 1ER TRIM. 2026

Par segment de marché

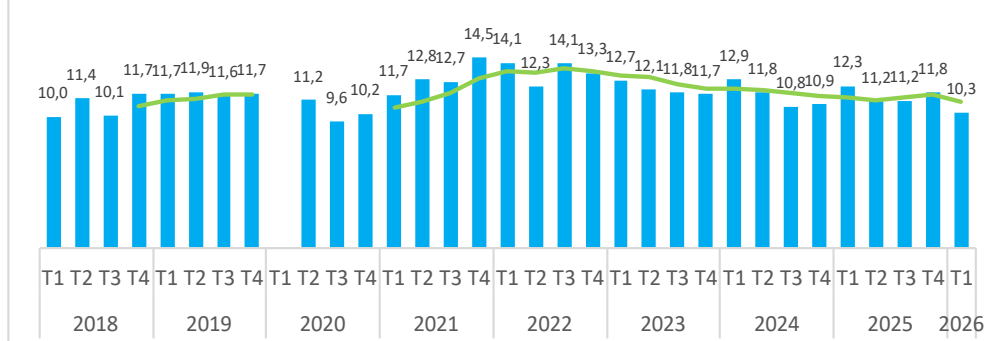


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2025 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T1 2026



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité : 1 semaine



10,3 semaines

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES
CARNETS DE COMMANDE EN
ENTRETIEN-RÉNOVATION

À FIN MARS 2026

-1,5 semaines 

EN 1 TRIMESTRE

L'activité entretien-rénovation recule de -3,1% en volume de travaux facturés au 1^{er} trimestre 2026 par rapport à un an plus tôt, septième trimestre consécutif de baisse. Le recul de l'activité sur le marché du neuf ne se reporte donc pas sur l'activité entretien-rénovation.

Les carnets de commande en entretien-rénovation reculent également, avec 10,3 semaines de travail garanties en moyenne à fin mars 2026, soit 1 semaine et demie de moins qu'il y'a trois mois et 2 semaines de moins qu'il y'a un an.

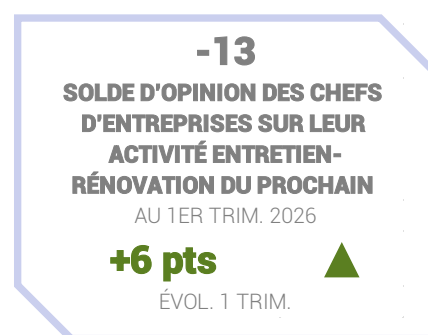
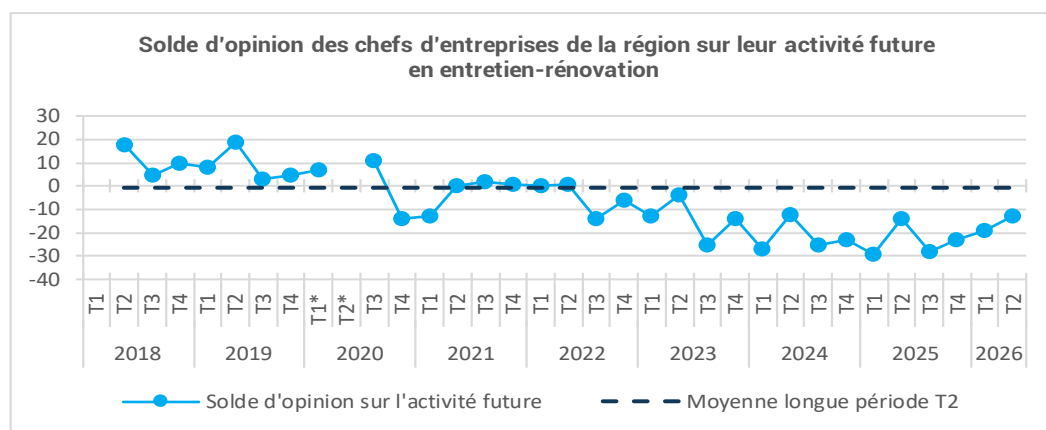
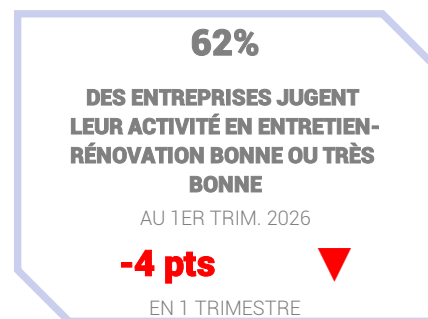
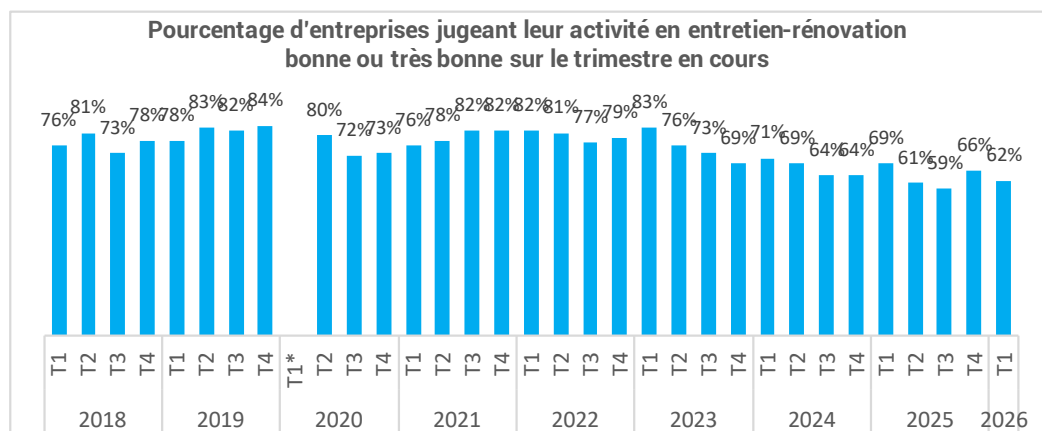
*T1 2020 : Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



*T1 2020 : Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises.

Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

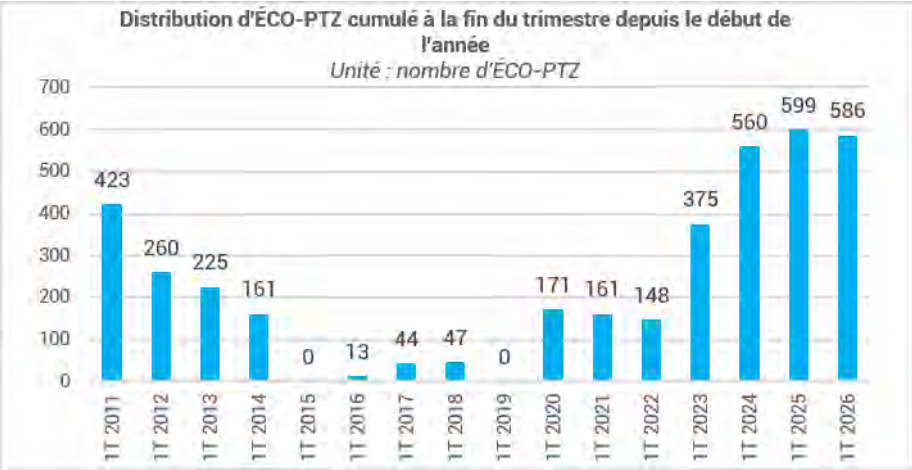
62% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 1^{er} trimestre 2026. Le niveau de satisfaction baisse de -4 points par rapport au trimestre précédent et reste bien en dessous des années précédentes : même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future s'améliorent légèrement pour les entreprises du Bâtiment de la région. Malgré un contexte d'activité en berne, le solde d'opinion progresse de +6 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il reste en-dessous de sa moyenne longue période.



Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2026 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	10,16 M€	-17,1%	▼
Nombre d'ÉCO-PTZ	586 ÉCO-PTZ	-2,2%	▼

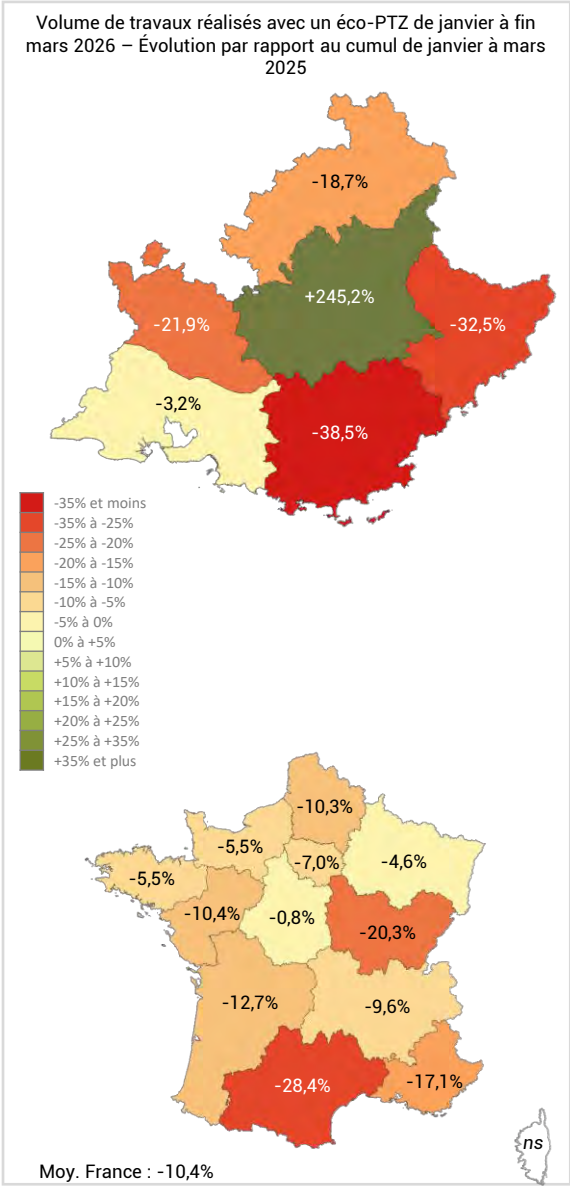
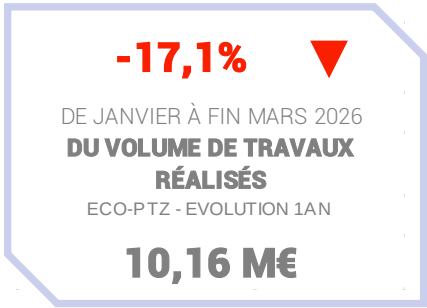


L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Après un premier trimestre 2025 historique en volume d'éco-PTZ accordés, le 1^{er} trimestre 2026 poursuit cette dynamique, avec un nombre de prêts accordés globalement identique à il y a un an (à une dizaine près). La sollicitation de l'éco-PTZ reste donc appréciée, notamment depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019 et surtout la création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov'.

En revanche, le montant des travaux financés est lui en nette baisse par rapport à il y a un an (-17% à 10,2 M€, soit plus de 2 Me de perdu). Cela est dû à la typologie des travaux financés : en effet, les ménages bénéficiaires d'un éco-PTZ au 1^{er} trimestre 2026 ont plus souvent réalisé des gestes simples qu'il y a un an (+14% de gestes simples financés contre -7% de bouquets de travaux et même -25% de rénovations globales).

Le contexte économique actuel peut expliquer cette tendance, les ménages ayant aujourd'hui moins de marges budgétaires pour planifier leurs travaux et sont donc contraints d'arbitrer leurs dépenses et/ou de fractionner leurs rénovations. De plus, ces dernières sont moins soutenues par MaPrimeRénov', qui a durci les exigences pour les rénovations globales et qui finance moins de gestes simples. Pour preuve, la sollicitation de l'éco-PTZ « MaPrimeRénov' » a diminué de -61% entre le 1^{er} trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2026.



Source : SGFGAS (données brutes)

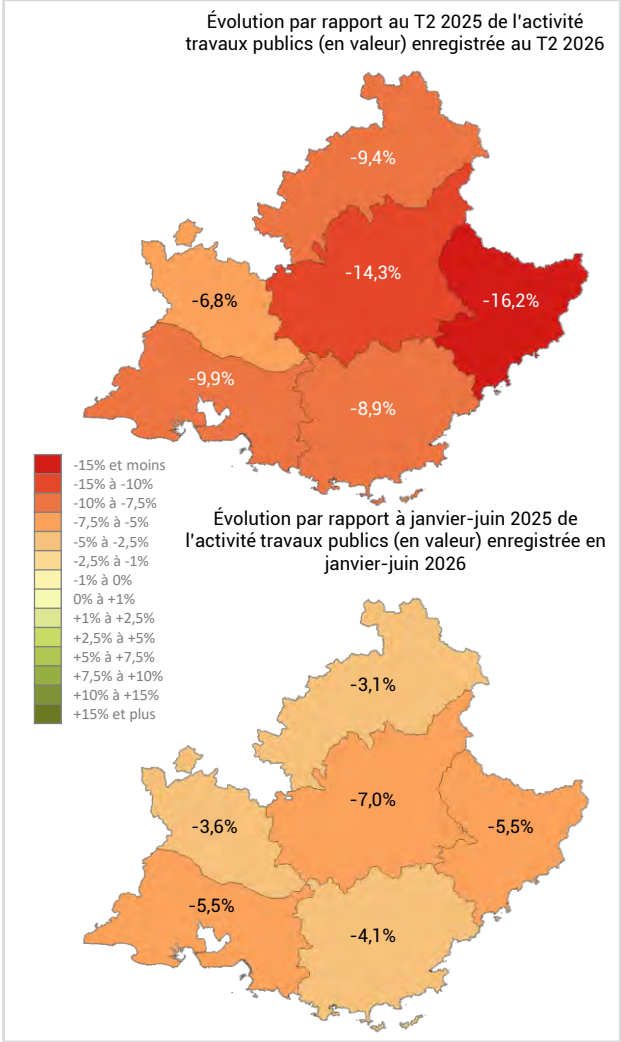
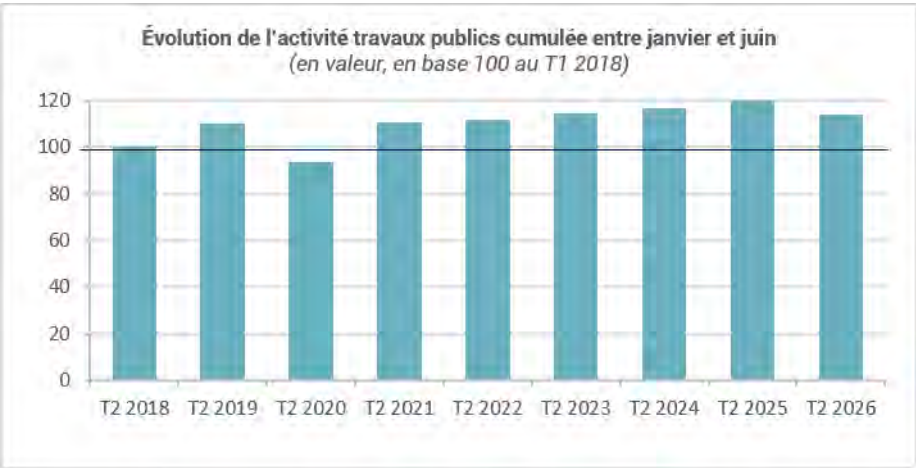
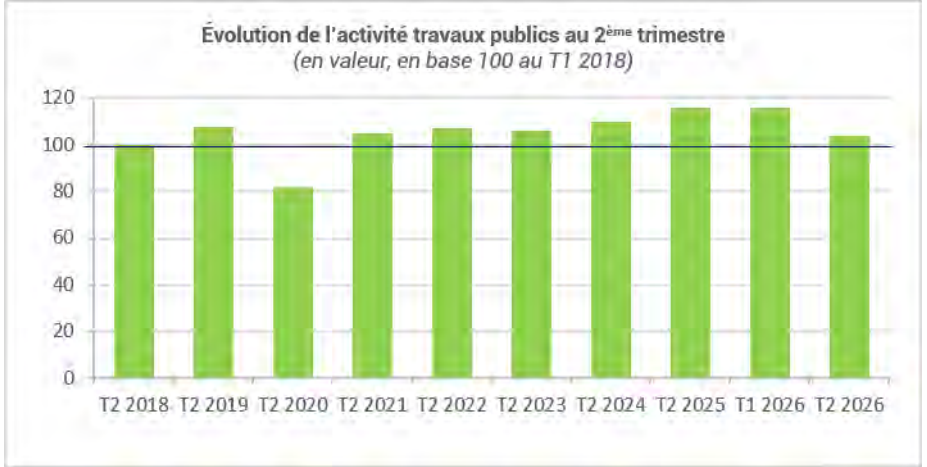
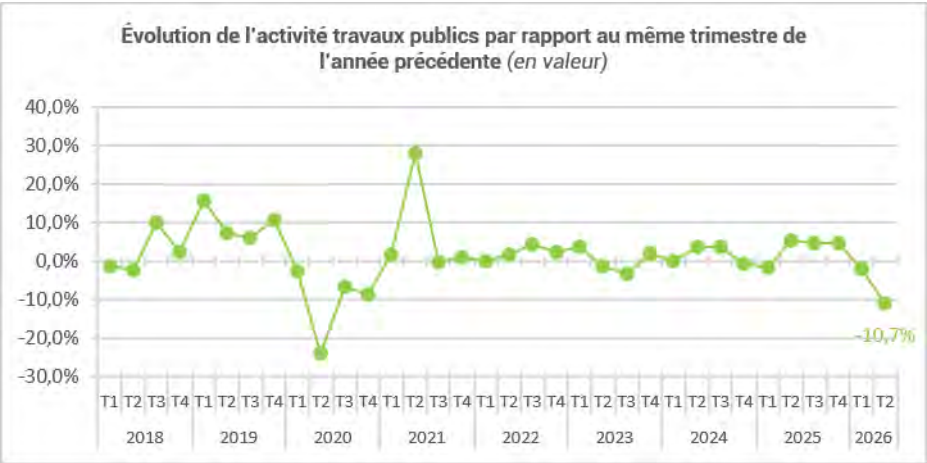
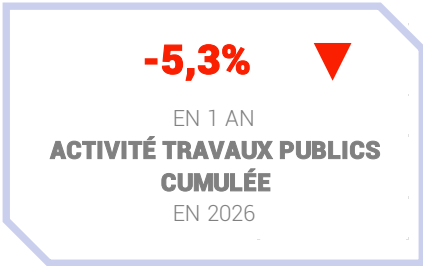
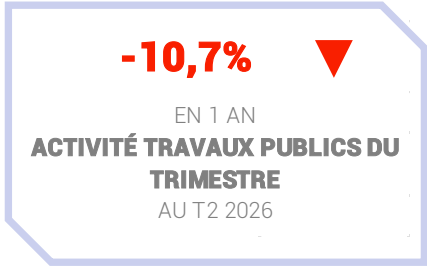




TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au T2 2026	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T2 2025		Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année	
Ensemble	-10,7%	▼	-5,3%	▼
Terrassement	-7,6%	▼	-7,2%	▼
Route	-18,2%	▼	-9,1%	▼
Canalisateurs	-6,9%	▼	-8,3%	▼
Génie civil	-13,4%	▼	-5,9%	▼
Travaux Electriques	5,3%	▲	12,8%	▲
Autres travaux	-3,9%	▼	-3,9%	▼



L'activité Travaux Publics a enregistré une forte baisse au 2^{ème} trimestre 2026, premier trimestre plein des conseils municipaux et territoriaux nouvellement élus. Si l'activité Travaux Publics a historiquement tendance à baisser au début de chaque mandat électoral, cette baisse-ci succède toutefois à un premier trimestre 2026 déjà difficile, du fait notamment de conditions climatiques défavorables, portant le bilan de cette première moitié d'année 2026 à -5,3% (par rapport à la même période de 2025).

En volume de travaux, l'activité des six premiers mois de 2026 est dont la plus faible enregistrée depuis 4 ans. L'activité du seul deuxième trimestre est quand à elle la plus basse depuis 10 ans, hors deuxième trimestre 2020 marqué par les confinements Covid.

Tous les corps de métiers et tous les départements sont dans le négatif en ce début d'année hormis les travaux électriques.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA



Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au T2 2026			Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T2 2025		
Ensemble	8,9	▼			
Terrassement	8,8	▲			
Route	5,6	▼			
Canalisateurs	8,7	=			
Génie civil	14,4	▼			
Travaux Electriques	8,7	=			
Autres travaux	11,5	▲			

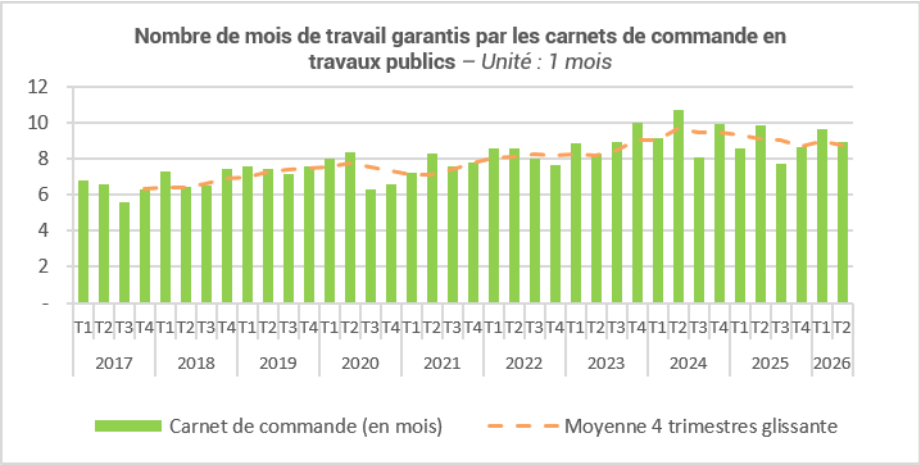
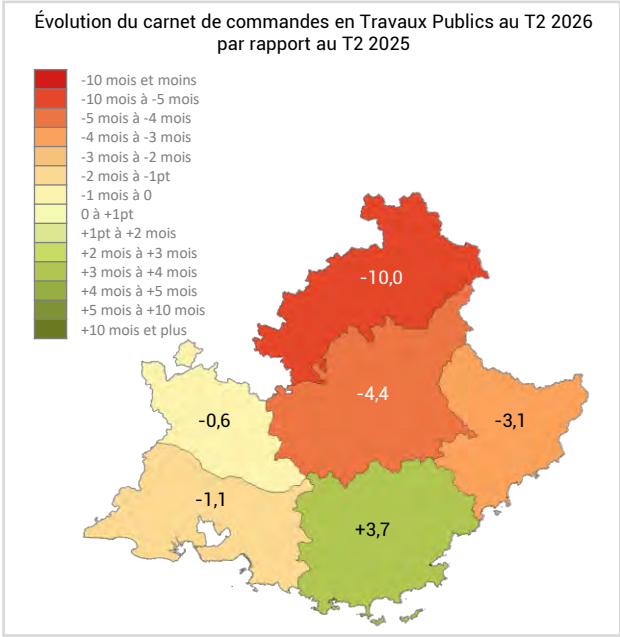
8,9 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN JUIN 2026

-1,0 mois ▼

EN 1 AN



Dans le sillage d'une activité morose, les prises de commandes sont également en baisse ce trimestre : les carnets de commande perdent un mois par rapport à leur volume de 2025 à la même période et s'élèvent désormais à 8,9 mois. Même si, en moyenne annuelle, le niveau de carnet de commande reste à un haut niveau au regard de l'historique, les prises de commande tendent à se tasser depuis le pic atteint en 2024.

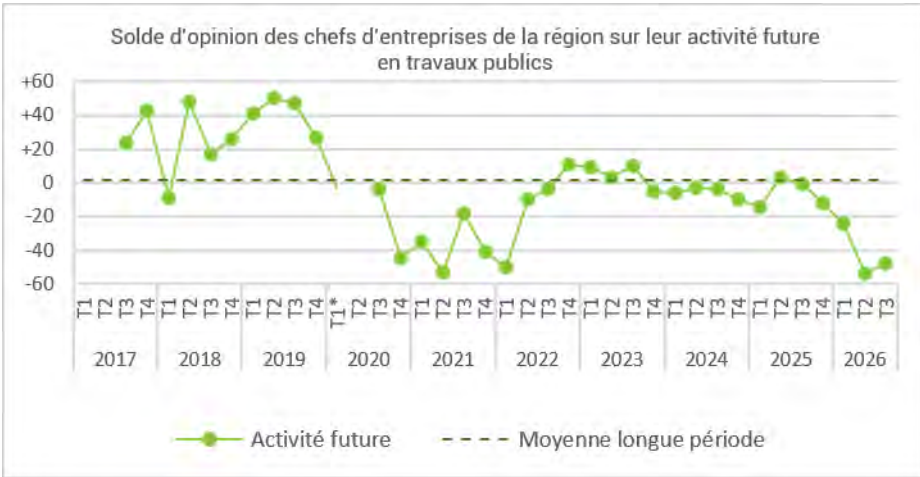
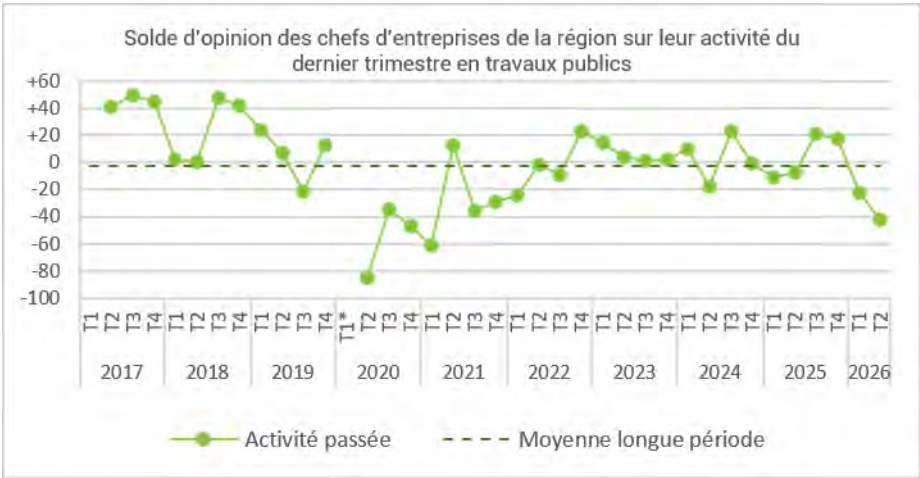
Les carnets de commande sont surtout en baisse sur la spécialité des routes et du génie civil, même si cette dernière reste logiquement l'activité au niveau de commandes le plus élevé. Au contraire, ils sont en hausse dans le terrassement, portés notamment par le redémarrage progressif de la construction neuve, et les autres activités (notamment dans le ferroviaire, grâce entre autres au nouveau Contrat Plan État-Région donnant la part belle à ce segment).

À l'échelle départementale, il n'y a que dans le Var que les carnets de commandes progressent. La baisse la plus marquée est enregistrée dans les départements alpins.





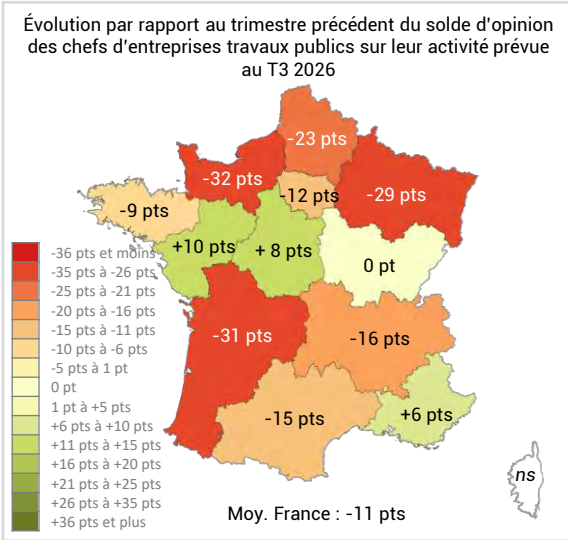
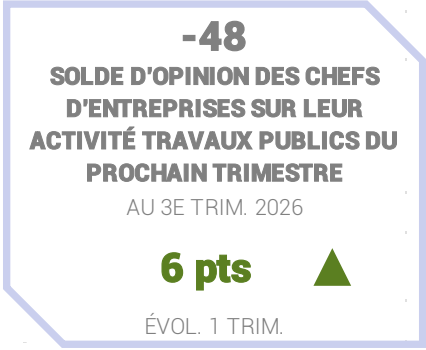
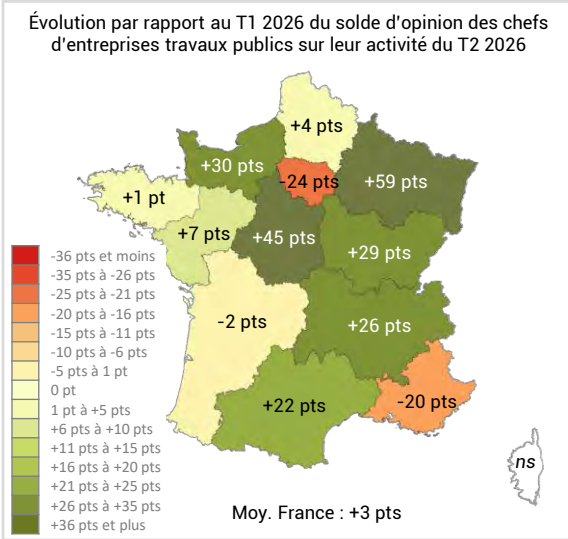
Opinion des chefs d'entreprises



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Le ressenti des chefs d'entreprise sur leur activité Travaux Publics récente se dégrade nettement, perdant 20 points en un trimestre, alors même que le 1^{er} trimestre montrait déjà des signes d'insatisfaction. Le solde d'opinion sur l'activité du 2^{ème} trimestre s'affiche ainsi à -42, soit le plus bas niveau de satisfaction enregistré depuis le 1^{er} trimestre 2021 (encore marqué à l'époque par les confinements Covid) et un score inférieur de -40 points à la moyenne historique pour un deuxième trimestre. C'est là le signe que l'activité Travaux Publics a été très clairement mal orientée ce trimestre (et plus globalement cette année). C'est d'autant plus marquant que Provence-Alpes-Côte d'Azur est la seule région de France (avec l'Île-de-France) où l'opinion sur l'activité récente s'est dégradée ce trimestre, alors qu'un regain d'optimisme semble avoir gagné les autres régions.

Le ressenti est globalement identique sur l'activité future, c'est-à-dire très dégradé malgré une légère hausse du solde d'opinion. En effet, on reste sur un niveau de confiance extrêmement bas, situé -50 points sous la moyenne longue période et proche des niveaux atteints lors des confinements Covid. L'inquiétude s'avère donc très présente chez les entreprises de Travaux Publics de la région pour les mois à venir, notamment face à un début de mandat municipal flou dans deux des plus grosses collectivités régionales (changement de majorité à Nice et dans la métropole Nice-Côte d'Azur, budgets bloqués dans la métropole Aix-Marseille-Provence).



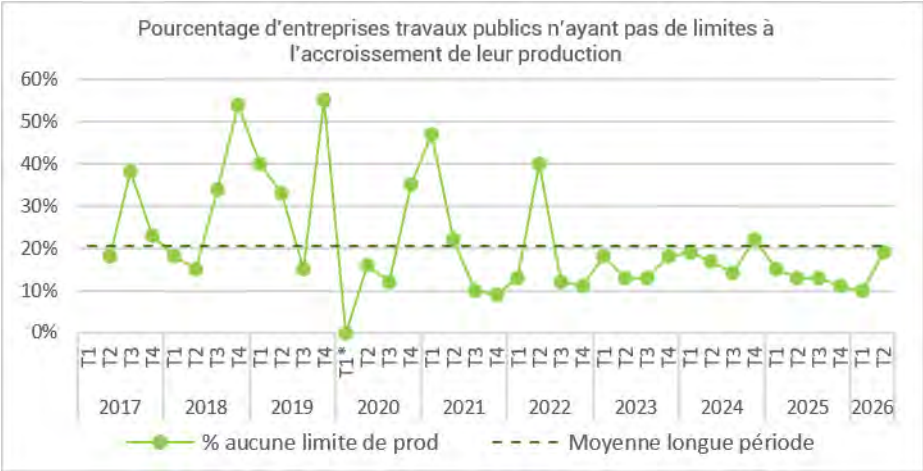
Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE





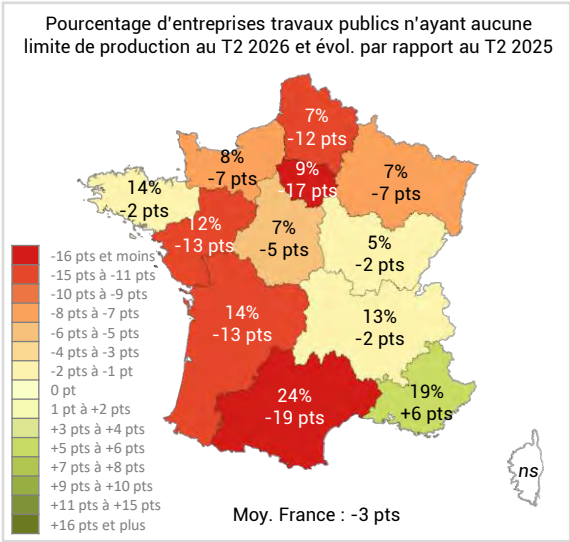
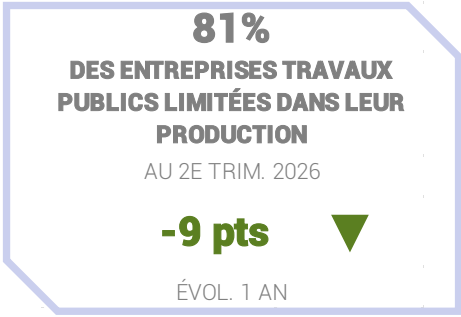
Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2 ^e trimestre 2026 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	19%	+6 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	57%	+8 pts	▲
Insuffisance en personnel	18%	-17 pts	▼
Contraintes financières	10%	+1 pts	=
Conditions climatiques	33%	-13 pts	▼
Insuffisance de matériel	3%	+3 pts	▲
Autres facteurs	1%	-26 pts	▼



81% des entreprises de Travaux Publics indiquent avoir été limitées dans leur production ce trimestre, en baisse de -9 points en un an. Cette baisse provient essentiellement d'une amélioration des conditions climatiques ce trimestre par rapport à un an plus tôt, même si un tiers des entreprises indiquent avoir tout de même été limitées dans leur activité à cause de la météo. Les difficultés s'accroissent plutôt au niveau de la demande (plus de la moitié des entreprises se plaignent d'une insuffisance de la demande), tandis que le manque de matériel repart à la hausse dans un contexte géopolitique tendu.

En revanche, si moins d'entreprises indiquent être limitées par un manque de personnel ce trimestre qu'il y a un an, cela est plus dû à un réajustement des effectifs, notamment intérimaires, face au recul de l'activité, plutôt qu'à une activité et des recrutements satisfaisants.





TRAVAUX PUBLICS

Marchés publics

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à juin 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés TP	2 360 AO	-15,0%	▼
Marchés classiques	2 330 AO	-15,6%	▼
Marchés Exceptionnels	30 AO	+105,9%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à juin 2026 - Evol 1 an		
Total des AO publiés TP	4,098 Md€	-9,7%	▼
Marchés classiques	3,424 Md€	-11,4%	▼
Marchés Exceptionnels	0,674 Md€	-0,1%	=

Nombre de marchés publics de travaux publiés par Spécialités TP	Cumul 12 mois à juin 2026 - Evol 1 an		
Canalisations	517	-8,4%	▼
Fondations spéciales	96	-22,6%	▼
Génie civil	340	-24,6%	▼
Maritime / fluvial	188	-8,1%	▼
Terrassements	647	-18,9%	▼
Travaux électriques	496	-17,5%	▼
Travaux routiers	1405	-19,6%	▼
Voies ferrées	13	+20,5%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés par Spécialités TP	Cumul 12 mois à juin 2026 - Evol 1 an		
Canalisations	530 M€	-1,7%	▼
Fondations spéciales	97 M€	+15,6%	▲
Génie civil	317 M€	+11,2%	▲
Maritime / fluvial	203 M€	+26,0%	▲
Terrassements	384 M€	-13,6%	▼
Travaux électriques	588 M€	-20,5%	▼
Travaux routiers	1 285 M€	-19,1%	▼
Voies ferrées	20 M€	-11,6%	▼

Montants des marchés publics de travaux publiés par acheteurs publics	Cumul 12 mois à juin 2026 - Evol 1 an		
Communes	830 M€	-15,7%	▼
Interco (EPCI & Syndicats)	869 M€	+1,0%	=
Opérateurs publics	710 M€	-25,9%	▼
Etat-Santé	253 M€	-31,4%	▼
Bailleurs sociaux	203 M€	-2,1%	▼
Conseils départementaux	312 M€	+14,1%	▲
Conseils régionaux	215 M€	+14,6%	▲
Autres	33 M€	+37,4%	▲

Note : Les données présentées ici couvrent les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse

-15,0% ▼
EN 1 AN
APPELS D'OFFRE TRAVAUX
CUM UL 12 MOIS - À FIN JUIN 2026

2 360 AO

-9,7% ▼
EN 1 AN
MONTANT DES APPELS D'OFFRE
CUM UL 12 MOIS - À FIN JUIN 2026

4,098 Md€

Sur les douze derniers mois à fin juin 2026, la commande publique est en forte baisse, en volume comme en valeur : 2 360 appels d'offres pour des marchés de travaux publics ont été publiés entre juillet 2025 et juin 2026, soit un volume en baisse de -15% en un an, représentant un peu moins de 4,1 Md€ de travaux, en recul de -9,7% en un an. Dans le détail, cette baisse est surtout visible sur les 4 derniers mois, soit les tous premiers du nouveau cycle électoral : en effet, entre mars et juin 2026, le nombre de marchés publiés recule de -35% par rapport à la période mars-juin 2025, quand le montant de ces achats publics est en repli de -36%. À fin février 2026, en glissement annuel, les évolutions étaient plutôt orientées à la hausse (+0,8% pour les deux indicateurs), signe d'un retournement drastique et rapide de tendance sur la commande publique.

En volume et en douze mois glissants, le recul est net dans toutes les spécialités, hormis dans les travaux ferroviaires, portés par le Contrat Plan État-Région donnant la part belle aux voies ferrées. En valeur en revanche, les marchés pour les fondations spéciales, le génie civil ou les travaux maritimes/fluviaux sont en forte progression, portés par des projets structurants, moins nombreux mais plus coûteux.

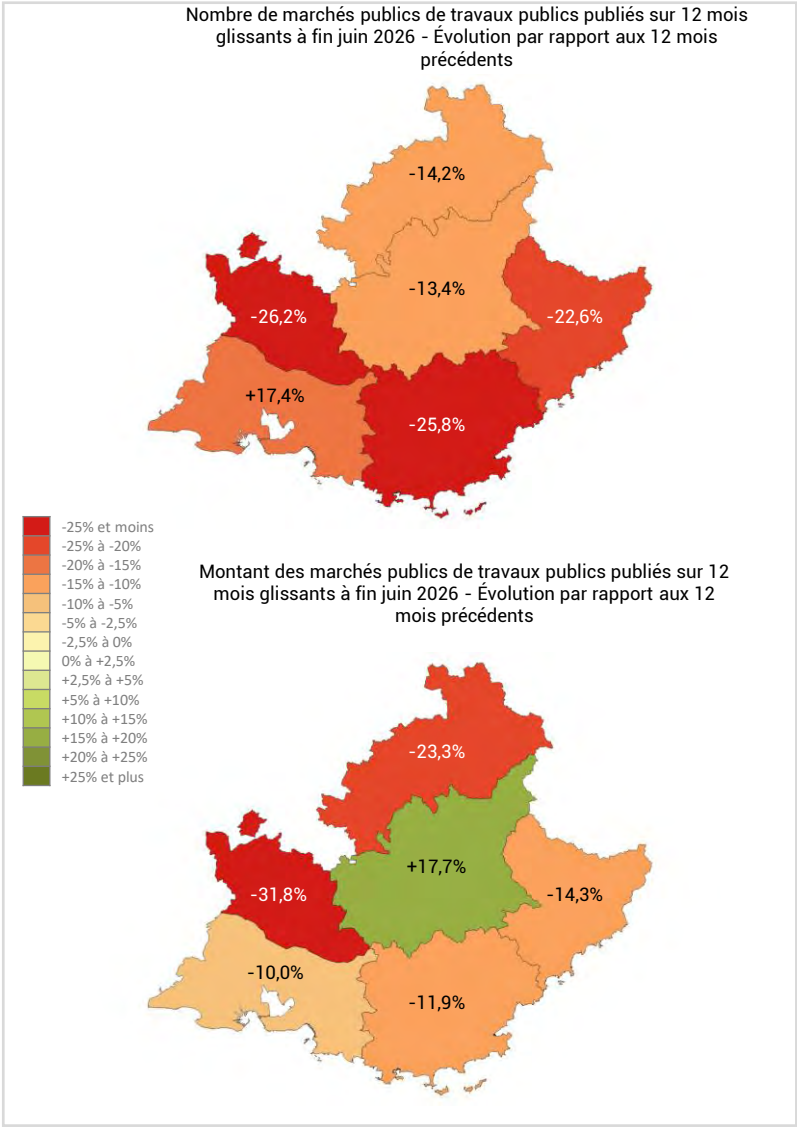
Par acheteurs, on note un fort recul du bloc communal, notamment des communes, dans la suite logique des élections municipales. Les opérateurs publics et l'État, tenus de faire des économies par le gouvernement, proposent également des enveloppes moins élevées qu'il y a un an. En revanche, les conseils départementaux, qui ont vu leurs recettes progresser avec le déblocage du marché immobilier (et donc une augmentation des droits de mutation à titre onéreux qui leurs sont destinés), ont fait évoluer à la hausse leurs achats publics, tout comme les conseils régionaux.

Source :
VecteurPlus





Marchés publics



Sur les douze derniers mois à fin juin 2026, les achats de travaux publics sont en baisse en volume comme en valeur dans l'ensemble des territoires de la région. Seul le département des **Alpes-de-Haute-Provence** voit l'enveloppe de ses achats publics augmenter sur la période, malgré un recul de -13% du nombre de marchés publiés. Cela indique probablement le lancement de projets structurants, plus coûteux mais moins nombreux dans ce département.

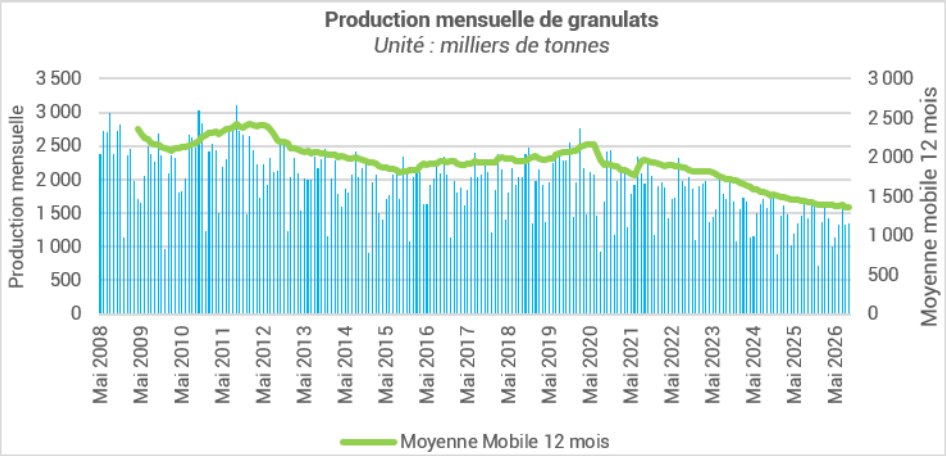
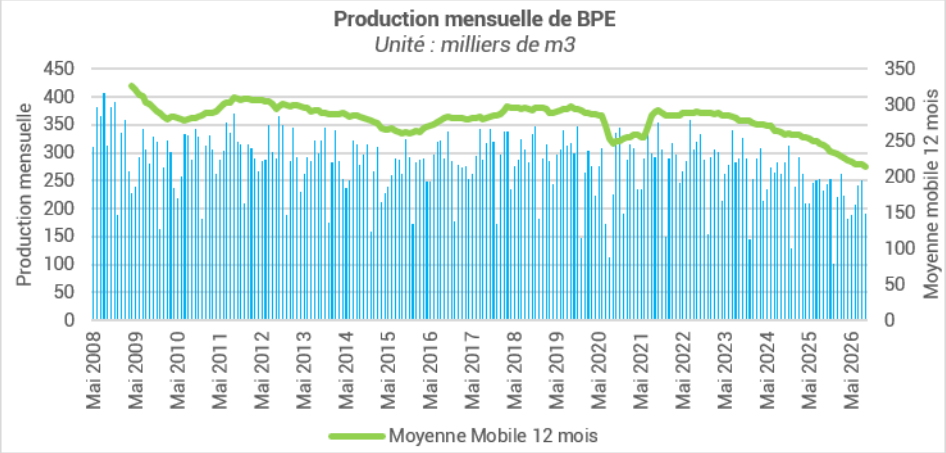




INDUSTRIE MATÉRIAUX

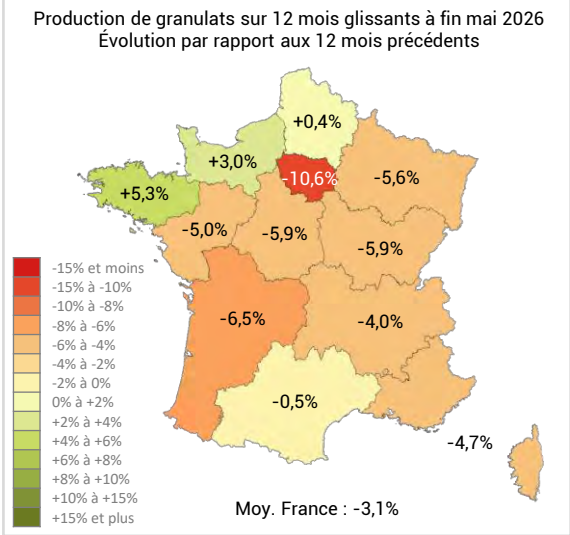
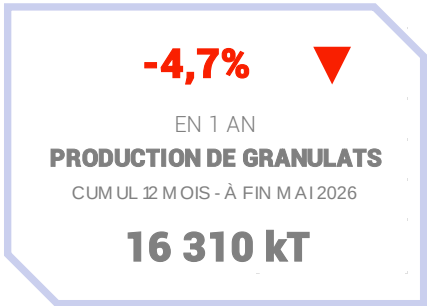
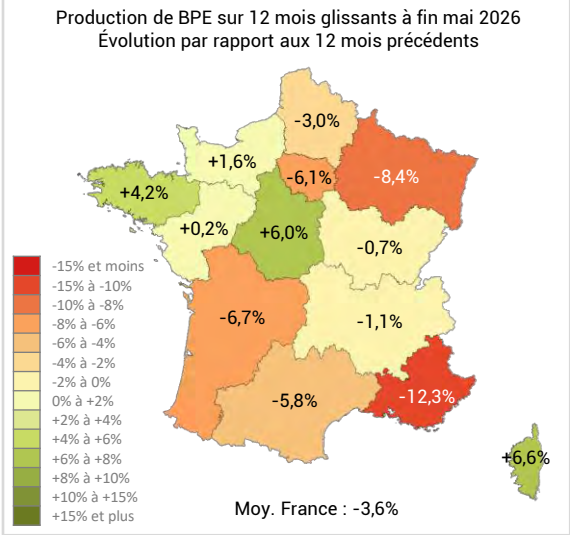
Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2026	190 624 m3	-17,6%	▼
Prod. de Granulats en mai 2026	1 349 m3	-5,8%	▼
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre juin. 2025 et mai 2026	2 566 320 m3	-12,3%	▼
Production de Granulats entre juin. 2025 et mai 2026	16 310 kt	-4,7%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi reste en repli : le volume livré s'affiche en baisse de -12,3% sur les douze derniers mois à fin mai 2026 par rapport aux douze mois précédents, se maintenant à ses plus bas niveaux historiques. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long-terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité puisque la production régionale de granulats a chuté de -4,7% sur la même période et s'affiche également à son plus bas volume annuel historique. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

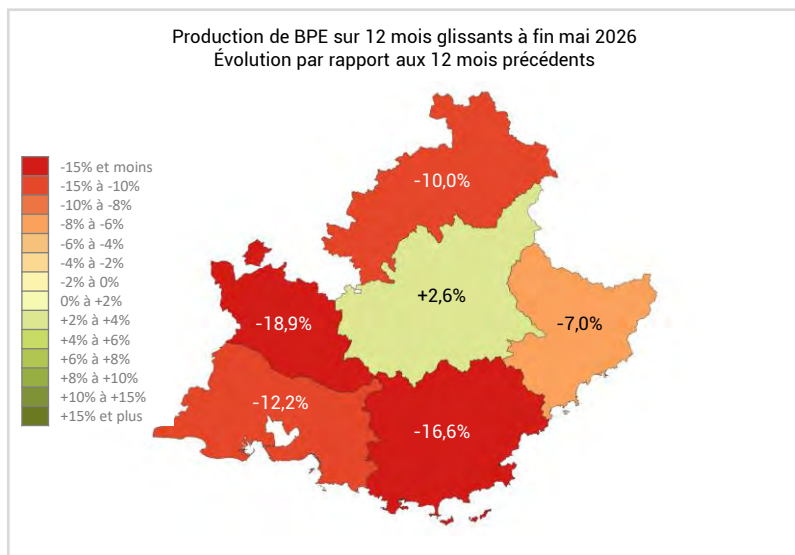


Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est en recul dans tous les départements de la région sur les douze derniers mois, à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence**, où les livraisons se maintiennent à un niveau élevé depuis 4 ans, dans le sillage d'une activité Construction globalement dynamique depuis la crise sanitaire.

Ailleurs, la chute est brutale et la production de BPE atteint de partout son point bas historique en moyenne 12 mois.

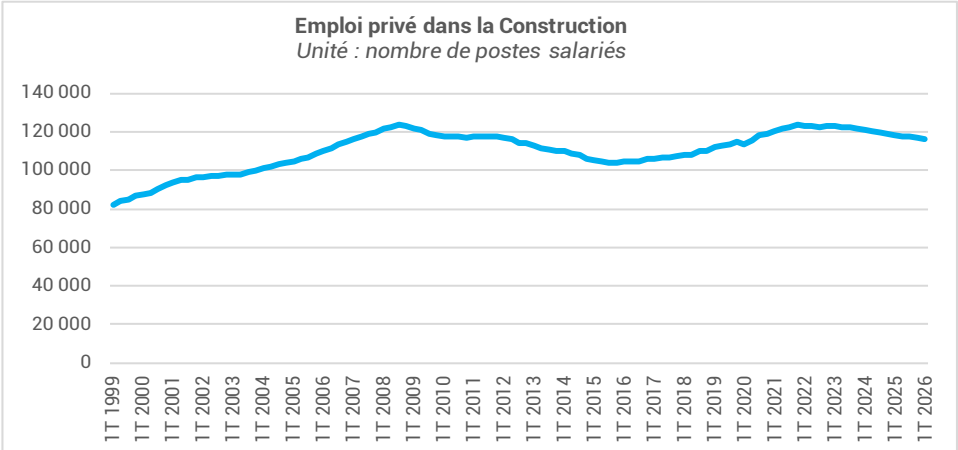
Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)



APPAREIL DE PRODUCTION

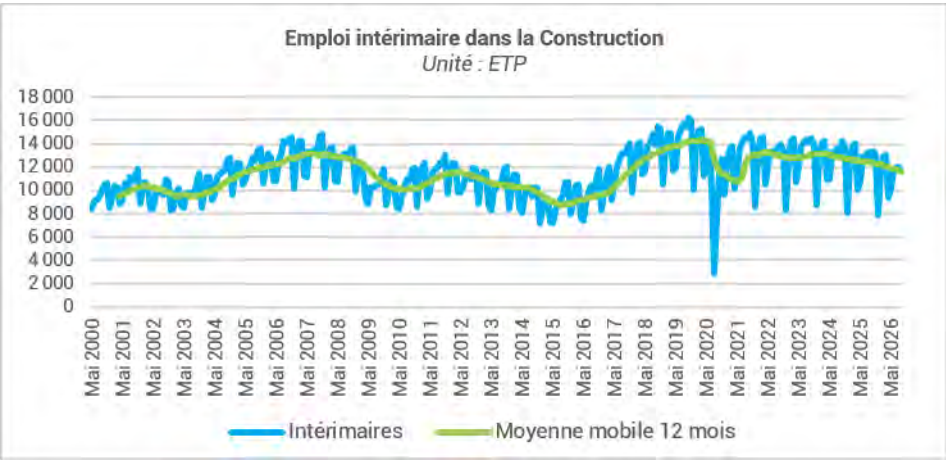
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	116 357 sal.	-1,6%	▼



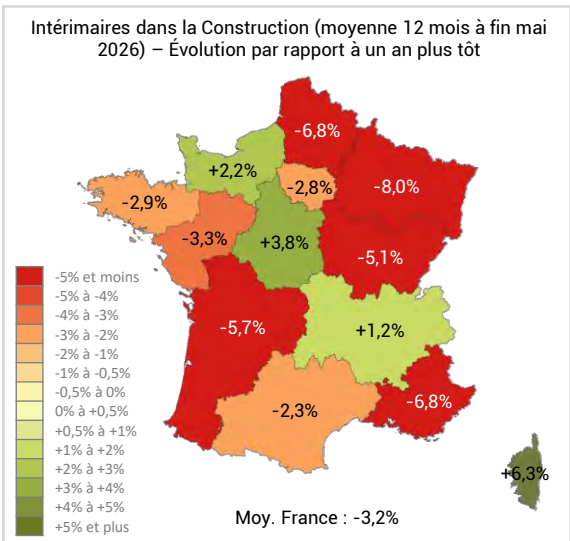
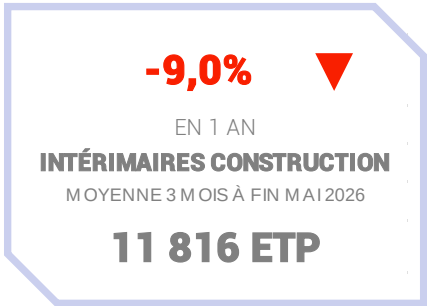
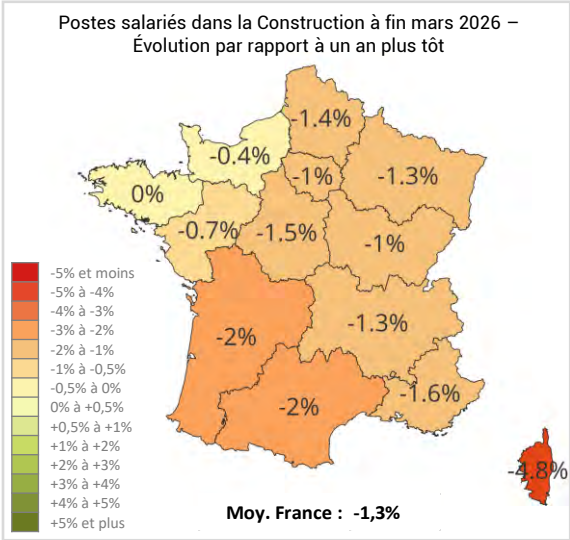
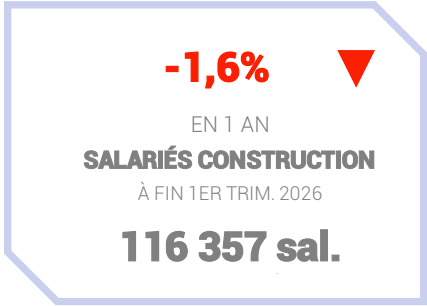
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. Au premier trimestre 2026, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional enregistre ainsi un recul de -1,6% par rapport à la même période de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Mai 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Mai 2026	11 619 ETP	-9,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Mai 2026	11 816 ETP	-9,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Mai 2026	11 552 ETP	-6,8%	▼



À fin mai 2026, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-9,0% sur les trois derniers mois comparés aux mêmes trois mois de 2025) comme de long-terme (-9,2% sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

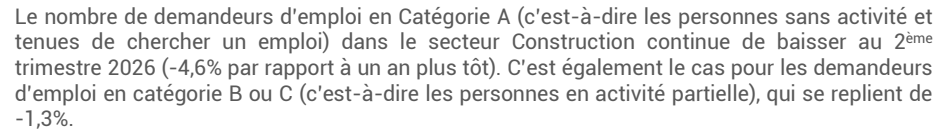
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)



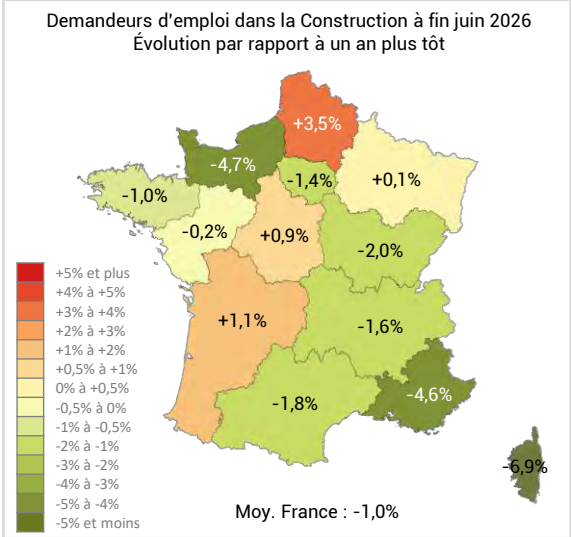


Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	17 605 DEFM	-4,6%	▼
DEFM tous secteurs économiques	251 542 DEFM	+1,7%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,5	▼



Cette baisse est toutefois à prendre avec précaution car très fortement liée à la loi pour le plein emploi entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et ayant entraîné un large ajustement administratif et statistique des demandeurs d'emploi ; en effet, l'intégration de nouveaux profils dans les statistiques France Travail (jeunes, bénéficiaires du RSA, etc.), d'abord comptabilisés en catégorie A avant la création de catégories spécifiques, a entraîné une hausse artificielle des demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2025, tandis que le durcissement des règles d'inscription à France Travail a entraîné une hausse des radiations (et donc des sorties des statistiques officielles) les trimestres suivants.

Il est tout de même à noter que ces biais de lecture existent pour tous les secteurs d'activité et que, malgré cela, l'ensemble des secteurs économiques affichent une hausse des demandeurs d'emploi de +1,7% sur la même période. Si la Construction semble plus résiliente, c'est aussi parce qu'il est plus facile, pour une personne sans activité, de devenir son propre employeur (ce qui le sort administrativement des demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C).



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

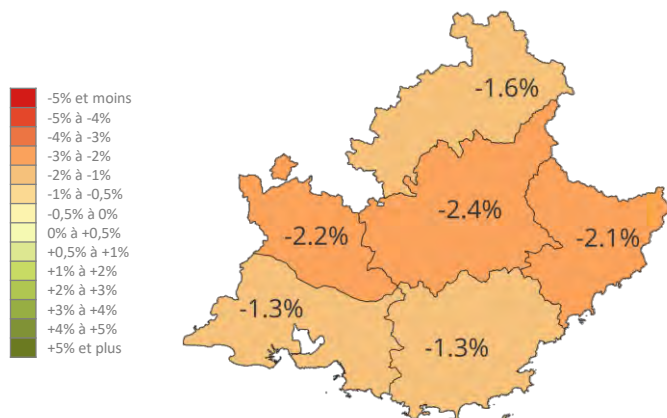
Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes



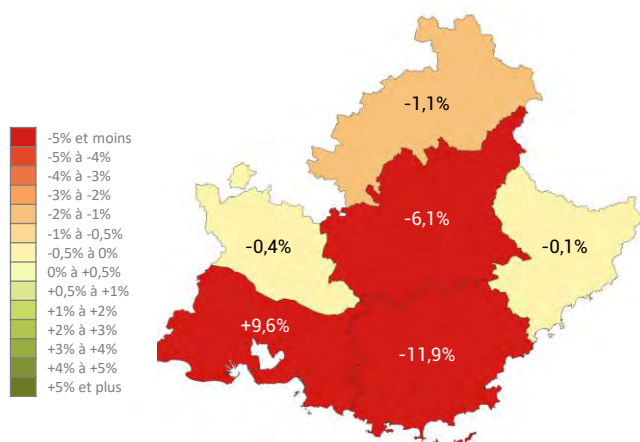
APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

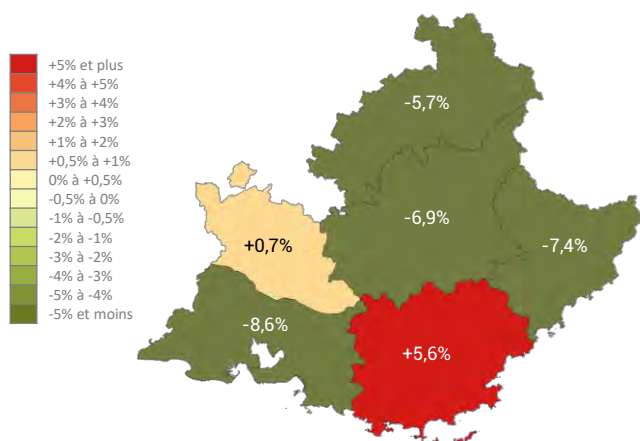
Postes salariés dans la Construction à fin mars 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin mai 2026) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2026 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Le recul de l'emploi dans la Construction, qu'il soit salarié ou intérimaire, recule sur l'ensemble des territoires de la région. La baisse de l'emploi intérimaire semble toutefois plus marquée sur les départements des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône et du Var.

Et hormis dans ce dernier département, et dans une moindre mesure dans le Vaucluse, le nombre de demandeurs d'emploi est en recul sur l'ensemble des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur*.

**Cette baisse est à prendre avec précaution car très fortement liée à la loi pour le plein emploi entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et ayant entraîné un large ajustement administratif et statistique des demandeurs d'emploi ; en effet, l'intégration de nouveaux profils dans les statistiques France Travail (jeunes, bénéficiaires du RSA, etc.), d'abord comptabilisés en catégorie A avant la création de catégories spécifiques, a entraîné une hausse artificielle des demandeurs d'emploi au 1^{er} trimestre 2025, tandis que le durcissement des règles d'inscription à France Travail a entraîné une hausse des radiations (et donc des sorties des statistiques officielles) les trimestres suivants.*

Par ailleurs, il est plus facile, pour une personne sans activité de devenir son propre employeur dans la Construction (ce qui le sort administrativement des demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

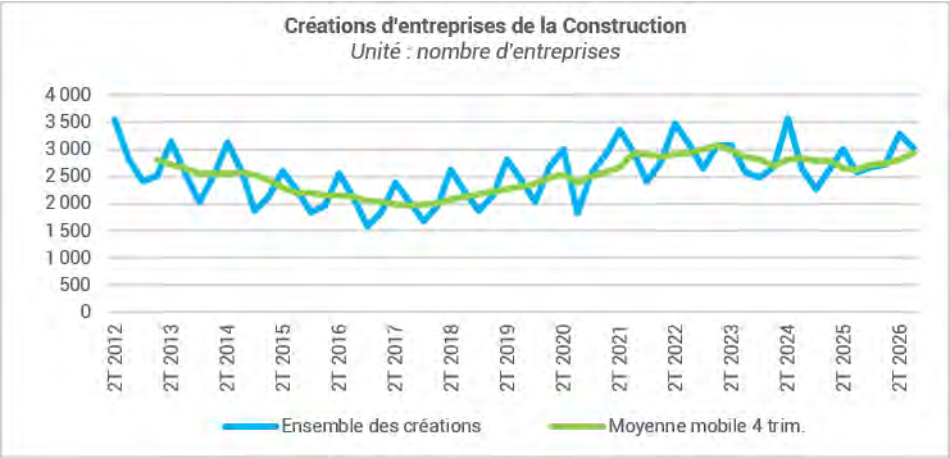




APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 021 créations	+16,8%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	978 créations	-1,6%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 700 créations	+11,2%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 075 créations	+6,7%	▲

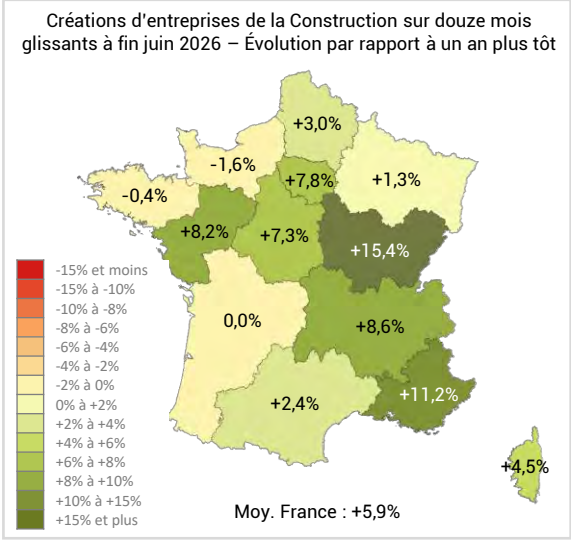


Les créations d'entreprises de la Construction continuent de fortement progresser au 2^{ème} trimestre 2026, avec une hausse enregistrée à +16,8% par rapport à un an plus tôt. Sur 12 mois à fin juin 2026, la hausse des immatriculations s'affiche à +11,2%. À noter que les créations de micro-entreprises marquent légèrement le pas ce trimestre (-1,6% par rapport à un plus tôt), même si la tendance de long terme reste bien orientée (+6,7% sur douze mois glissants à fin juin 2026).

Cela peut paraître paradoxal alors que l'activité Construction est morose, mais c'est un phénomène assez fréquent en phase de ralentissement économique ; en effet, ces créations d'entreprises sont très probablement dues à des salariés licenciés ou des intérimaires sans activité, à des artisans en sous-activité qui préfèrent se mettre à leur compte ou à des professionnels qui souhaitent cumuler plusieurs donneurs d'ordre plutôt qu'un emploi salarié incertain. Autrement dit, une partie de ces créations reflète une adaptation à la crise plutôt qu'une anticipation de forte croissance.

Par ailleurs, les nouvelles immatriculations n'entraînent pas forcément du chiffre d'affaires immédiat et ne présagent en rien la pérennité des entreprises ainsi créées. De plus, dans les statistiques de l'INSEE, les immatriculations peuvent également correspondre à des transformations juridiques ou des réorganisations d'activité ; le nombre d'entités juridiques peut donc augmenter quand le volume d'activité baisse et inversement.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



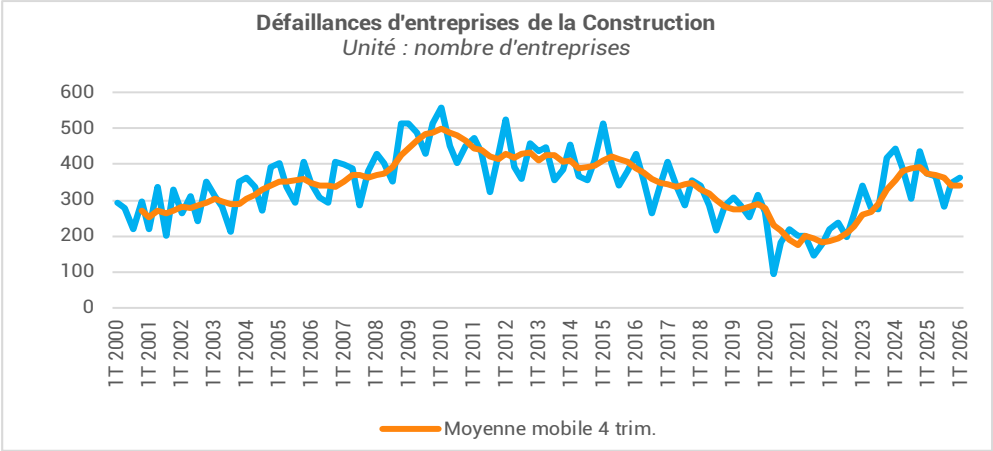
Source :
INSEE (données brutes)





Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1er trim. 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	362 défaillances	-2,9%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 359 défaillances	-9,4%	▼

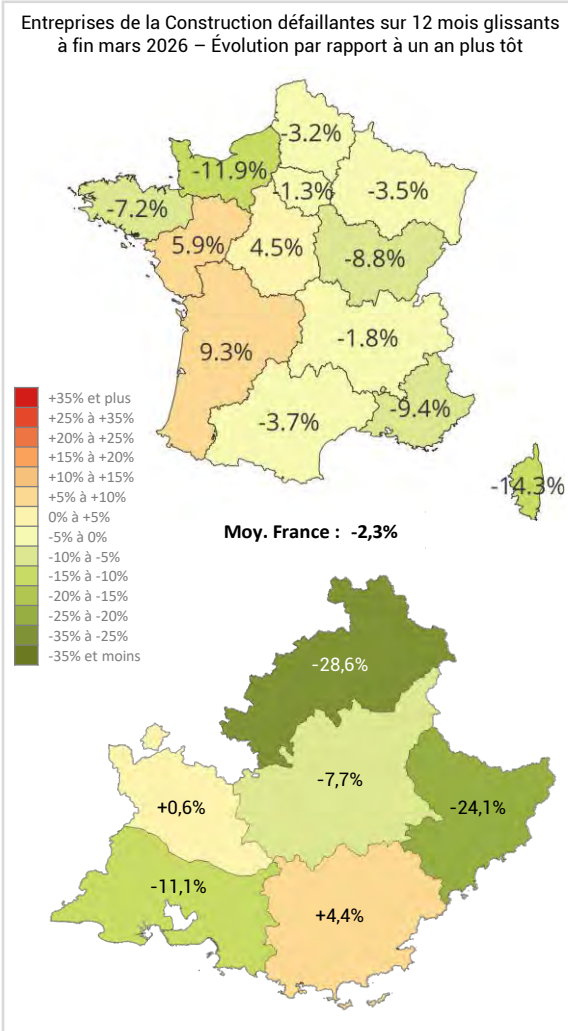
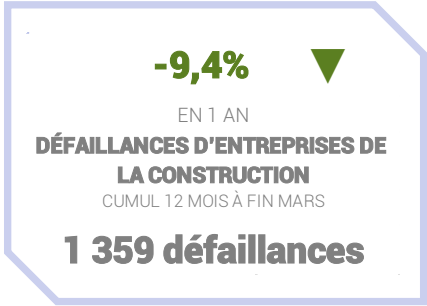


Avertissements : Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

La Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

Sur les douze derniers mois à fin mars 2026, la Banque de France a recensé 1 359 défaillances d'entreprises dans la région, en recul de -9,4% comparé aux douze mois précédents. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés, proches des niveaux atteints entre 2015 et 2017.

Cette tendance se retrouve globalement sur l'ensemble des départements de la région, hormis dans le Vaucluse, où les défaillances se stabilisent à un niveau élevé, proche de celui enregistré lors de la dernière crise économique entre 2009 et 2012.



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	1 090 logts	-8,5% ▼
Mises en chantier logements	750 logts	+26,9% ▲
Mise en ventes de logements	200 logts	+62,1% ▲
Réservations de logements	120 logts	+59,5% ▲
Autorisations locaux	81 mill. m²	-9,1% ▼
Mises en chantier locaux	41 mill. m²	+14,7% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-14,3% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-7,0% ▼
BPE	137 160 m3	+2,6% ▲
Nombre Appels Offre publiés	233 AO	-13,4% ▼
Montant Appels Offre publiés	193 M€	+17,7% ▲
Salariés	3 302 sal.	-2,4% ▼
Intérimaires	373 ETP	-3,2% ▼
Dem. d'emplois	565 DEFM	-6,9% ▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	4 080 logts	+13,7% ▲
Mises en chantier logements	3 380 logts	-14,3% ▼
Mise en ventes de logements	1 380 logts	+0,6% ►
Réservations de logements	1 560 logts	+0,6% ►
Autorisations locaux	241 mill. m²	-28,6% ▼
Mises en chantier locaux	84 mill. m²	-29,4% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-16,2% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-5,5% ▼
BPE	570 300 m3	-7,0% ▼
Nombre Appels Offre publiés	595 AO	-22,6% ▼
Montant Appels Offre publiés	715 M€	-14,3% ▼
Salariés	23 820 sal.	-2,1% ▼
Intérimaires	2 402 ETP	-1,3% ▼
Dem. d'emplois	3 677 DEFM	-7,4% ▼

Var

		Evol N-1
Autorisations logements	6 270 logts	+20,1% ▲
Mises en chantier logements	4 410 logts	+13,0% ▲
Mise en ventes de logements	1 150 logts	-5,5% ▼
Réservations de logements	1 030 logts	-13,8% ▼
Autorisations locaux	342 mill. m²	-3,0% ▼
Mises en chantier locaux	248 mill. m²	+14,3% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-8,9% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-4,1% ▼
BPE	592 770 m3	-16,6% ▼
Nombre Appels Offre publiés	728 AO	-25,8% ▼
Montant Appels Offre publiés	568 M€	-11,9% ▼
Salariés	22 419 sal.	-1,3% ▼
Intérimaires	2 033 ETP	-15,1% ▼
Dem. d'emplois	3 531 DEFM	+5,6% ▲

Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 140 logts	-19,4% ▼
Mises en chantier logements	1 000 logts	-11,7% ▼
Mise en ventes de logements	220 logts	-30,4% ▼
Réservations de logements	280 logts	-1,8% ▼
Autorisations locaux	107 mill. m²	+48,5% ▲
Mises en chantier locaux	46 mill. m²	-23,6% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-9,4% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,1% ▼
BPE	84 230 m3	-10,0% ▼
Nombre Appels Offre publiés	312 AO	-14,2% ▼
Montant Appels Offre publiés	149 M€	-23,3% ▼
Salariés	3 899 sal.	-1,6% ▼
Intérimaires	764 ETP	+0,3% ►
Dem. d'emplois	365 DEFM	-5,7% ▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	10 250 logts	+3,0% ▲
Mises en chantier logements	8 260 logts	+8,9% ▲
Mise en ventes de logements	1 420 logts	-25,5% ▼
Réservations de logements	1 840 logts	-7,4% ▼
Autorisations locaux	1 181 mill. m²	-20,8% ▼
Mises en chantier locaux	653 mill. m²	+10,3% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-9,9% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-5,5% ▼
BPE	885 790 m3	-12,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	793 AO	-17,4% ▼
Montant Appels Offre publiés	868 M€	-10,0% ▼
Salariés	50 241 sal.	-1,3% ▼
Intérimaires	5 074 ETP	-11,9% ▼
Dem. d'emplois	7 342 DEFM	-8,6% ▼

Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	3 870 logts	+38,1% ▲
Mises en chantier logements	2 330 logts	+22,0% ▲
Mise en ventes de logements	510 logts	+70,1% ▲
Réservations de logements	230 logts	-33,8% ▼
Autorisations locaux	367 mill. m²	+28,0% ▲
Mises en chantier locaux	188 mill. m²	+8,4% ▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-6,8% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-3,6% ▼
BPE	296 080 m3	-18,9% ▼
Nombre Appels Offre publiés	368 AO	-26,2% ▼
Montant Appels Offre publiés	277 M€	-31,8% ▼
Salariés	12 676 sal.	-2,2% ▼
Intérimaires	1 170 ETP	-6,1% ▼
Dem. d'emplois	2 125 DEFM	+0,7% ►

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)

-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2026
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au T2 2026 comparé au T2 2025 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au T2 2026 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mai 2026
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin juin 2026
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 1er trim. 2026
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin mai 2026
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2026

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr